



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

unicef 
pour chaque enfant

ANALYSE DU PAYSAGE CLIMATIQUE

POUR LES ENFANTS AU TOGO

Novembre 2025

Sommaire

Sommaire	02
Liste des figures et tableaux	04
Avant-propos	05
Remerciements	06
Définitions-clés	07
Acronymes	09
Résumé analytique	10
Contexte climatique au Togo	12
Impacts du changement climatique sur les enfants	18
Réponses et priorités du gouvernement	22
Analyse des défis et lacunes pour les Jeunes et les enfants	32
Conclusion et recommandations	38

Liste des figures et tableaux

Figure 1	Evolutions des températures moyennes (haut) et maximales (bas) selon les scénarios d'émissions RCP8.5 ; 6.0 et 4.5, source Quatrième Communication Nationale sur les Changements Climatiques Togo.	13
Figure 2	Elévation du niveau de la mer dans le scénario 8.5 (haut) et 4.5 (bas) avec les modèles SimCLIM.	19
Figure 3	relation de causalité entre changement climatique et droit des enfants au Togo.	24
Figure 4	Analyse en Réseau de la gouvernance des Changements climatiques au Togo.	33
Figure 5	Analyse en Réseau du lien perçu entre besoins des enfants et changement climatique. 35	35
Figure 6	Analyse en réseau des impacts du changement climatique perçues par les garçons et les filles. 38	38

Tableau 1	Spécificité du Climat, Environnement et Energie (CEE) par zones climatiques	12
Tableau 2	Évolution des Indicateurs Climatiques au Togo	13
Tableau 3	Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur	17

Avant-propos

Le changement climatique représente un défi majeur pour le développement du Togo. Ses impacts touchent l'ensemble des secteurs, de l'agriculture à la gestion des ressources naturelles, en passant par la santé, l'éducation et les infrastructures, notamment en région côtière. Ce sont avant tout les enfants et les jeunes qui en subissent les conséquences les plus profondes. L'augmentation des sécheresses et des inondations perturbe leur accès à l'eau potable, à la nourriture, aux services de santé et à l'éducation. La destruction des habitats et la migration forcée de certaines familles aggravent encore leur vulnérabilité, menaçant leur bien-être et leur avenir.

Face à ces enjeux, le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières du Togo a entrepris, en collaboration avec l'UNICEF, une Analyse du Paysage Climatique pour les Enfants afin d'identifier et d'examiner les impacts spécifiques du changement climatique sur les enfants en vue d'apporter une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à la gouvernance climatique. Ce rapport vise à éclairer les décisions stratégiques et à guider l'action publique en faveur d'une approche plus inclusive et intégrée du changement climatique, où les enfants et les jeunes sont placés au cœur des réponses nationales.

Ce document fournit une vision claire des menaces climatiques pesant sur les enfants et les générations à venir, et identifie les actions prioritaires pour renforcer leur résilience. Il souligne la nécessité d'une meilleure coordination intersectorielle, afin que les politiques environnementales prennent pleinement en compte les besoins spécifiques des enfants et vice versa, que les politiques sectorielles intègrent les enjeux climatiques actuels et à venir. L'intégration des jeunes dans la gouvernance climatique est également essentielle : ils doivent être reconnus comme des acteurs du changement et associés aux décisions qui façonnent leur avenir.

À travers cette étude, le gouvernement à travers le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et les autres acteurs, réaffirme son engagement à accompagner et coordonner les efforts nationaux pour garantir un avenir plus sûr et durable aux enfants du Togo. Ce rapport constitue une base pour orienter les actions futures des ministères, des collectivités locales et des partenaires techniques et financiers, afin que chaque initiative en matière de climat contribue directement à la protection et à l'épanouissement des plus jeunes.

Remerciements

La réalisation de cette Analyse du Paysage Climatique pour les Enfants au Togo a été rendue possible grâce à l'engagement et à la collaboration entre le ministère de l'Environnement et des ressources forestières et l'UNICEF sans oublier d'autres nombreuses parties prenantes.

Le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières tient à exprimer sa profonde gratitude à toutes les institutions, organisations et aux experts qui ont contribué à cette étude. Nous remercions particulièrement les ministères sectoriels, notamment ceux en charge de l'éducation, du plan, de l'économie, des finances, de la santé, de la protection de l'enfance et de l'action sociale, dont les contributions ont enrichi l'analyse et permis une meilleure compréhension des enjeux transversaux liés aux changements climatiques et à la protection des enfants.

Nous adressons également nos sincères remerciements à l'UNICEF, dont les appuis multiformes ont rendu possible cette étude. Nous remercions aussi tous les autres partenaires techniques et financiers qui ont soutenu cette initiative et qui continuent d'accompagner le Togo dans ses efforts d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques. Leur appui a été essentiel pour la collecte des données, la mise en place des analyses et la formulation de recommandations adaptées aux réalités du pays. Des remerciements particuliers sont adressés aux experts nationaux et internationaux, ainsi qu'aux organisations de la société civile, qui ont partagé leurs connaissances et expériences pour enrichir cette étude. Leur engagement en faveur d'une approche plus inclusive des changements climatiques, centrée sur les enfants, a été une contribution précieuse à ce travail.

Enfin, nous tenons à exprimer notre reconnaissance aux enfants et aux jeunes qui ont pris part aux consultations et aux échanges. Leurs témoignages, expériences et aspirations ont été au cœur de cette analyse et nous rappellent l'urgence d'agir pour garantir un avenir plus sûr et plus durable aux générations futures.

Que ce document serve d'outil stratégique pour renforcer l'intégration des besoins des enfants dans les politiques climatiques du Togo et guider les actions futures en faveur d'un développement résilient et inclusif.

Définitions clés

Adaptation – Processus d'ajustement aux conditions climatiques réelles ou attendues et à leurs effets, afin d'atténuer les dommages ou d'exploiter les opportunités bénéfiques.

Adaptation basée sur les écosystèmes – Utilisation de la biodiversité et des services écosystémiques pour aider les populations à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique.

Adaptation communautaire – Processus de renforcement des capacités locales pour répondre aux défis climatiques à travers des stratégies adaptées aux besoins des populations.

Atténuation – Ensemble des actions visant à réduire ou éviter les émissions de gaz à effet de serre, pour limiter l'ampleur du changement climatique.

Changement Climatique – Variation du climat attribuable directement ou indirectement aux activités humaines altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui s'ajoute à la variabilité naturelle du climat observée sur des périodes comparables.

Développement durable – Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Effet de serre – Phénomène naturel de réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à la présence de certains gaz retenant une partie du rayonnement solaire.

Empreinte carbone – Quantité totale de gaz à effet de serre émise directement ou indirectement par une activité, une personne ou une organisation.

Énergie renouvelable – Source d'énergie produite à partir de ressources naturelles inépuisables (soleil, vent, eau, biomasse, géothermie).

Érosion côtière – Processus naturel ou anthropique de recul du trait de côte sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer et des actions humaines.

Finance climatique – Mécanismes et flux financiers mobilisés pour soutenir les actions de lutte contre le changement climatique.

Gaz à effet de serre (GES) – Composés gazeux dans l'atmosphère qui absorbent et émettent du rayonnement thermique, contribuant ainsi à l'effet de serre.

Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) – Approche visant à gérer l'eau de manière coordonnée entre les différents usages afin d'en optimiser les bénéfices économiques et sociaux tout en préservant l'environnement.

Infrastructures climato-résilientes – Constructions et systèmes conçus pour résister aux impacts des événements climatiques extrêmes.

Justice climatique – Principe selon lequel les impacts du changement climatique et les politiques de réponse doivent être équitables et ne pas accroître les inégalités sociales.

Neutralité carbone – Équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre produites et les actions de compensation ou de réduction visant à atteindre un bilan net nul.

Résilience climatique – Capacité des systèmes naturels et humains à anticiper, absorber, s'adapter et se transformer face aux impacts du changement climatique.

Systèmes d'alerte précoce – Mécanismes permettant d'anticiper et de prévenir les risques liés aux catastrophes climatiques grâce à des informations précoces et des mesures préventives.

Transition énergétique – Processus de transformation des systèmes de production et de consommation d'énergie vers des sources plus durables et renouvelables.

Vulnérabilité climatique – Degré de susceptibilité ou d'incapacité d'un système à faire face aux effets du changement climatique, y compris la variabilité climatique et les extrêmes climatiques.

Résumé analytique

Le changement climatique exerce des pressions considérables sur les populations togolaises, et ce sont les enfants qui en subissent les conséquences les plus marquées. La perturbation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement due aux sécheresses prolongées et aux inondations récurrentes entraîne une recrudescence des maladies hydriques, compromettant la santé des plus jeunes. L'insécurité alimentaire s'accroît à mesure que la variabilité climatique impacte la production agricole, affectant directement la nutrition et le développement des enfants. Par ailleurs, la multiplication des catastrophes naturelles fragilise l'accès à l'éducation. La destruction des écoles, le déplacement des populations et l'implication croissante des enfants dans des activités économiques de subsistance nuisent à la continuité scolaire.

La santé des enfants est également affectée par la hausse des maladies climato-sensibles. L'augmentation des températures favorise la propagation du paludisme, tandis que les précipitations irrégulières intensifient les risques d'infections diarrhéiques. À cela s'ajoutent des impacts psychosociaux majeurs : l'incertitude liée aux pertes matérielles et aux déplacements contraints engendre stress et anxiété, altérant le bien-être psychologique des enfants. L'aggravation des conditions de vie expose par ailleurs les enfants à des formes accrues de violences, à l'exploitation économique et, pour les filles, aux mariages précoces, renforçant leur vulnérabilité dans un contexte déjà précaire.

Face aux défis posés par le changement climatique, le Togo s'est doté de plusieurs cadres stratégiques majeurs, notamment à travers ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et son Plan National d'Adaptation aux changements climatiques (PNA-CC). Cette orientation s'est renforcée en mars 2025 avec l'adoption par l'Assemblée nationale d'une loi sur le changement climatique, qui établit un cadre juridique transversal pour encadrer, structurer et financer les actions d'atténuation et d'adaptation. Cette loi, l'une des premières de ce genre à l'échelle continentale, marque une volonté politique claire de faire du climat une priorité nationale, avec une meilleure articulation entre les politiques publiques, une reconnaissance de la valeur des services écosystémiques, et un engagement renforcé dans la mise en œuvre des engagements internationaux du Togo.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer la résilience des infrastructures essentielles pour garantir la continuité des services aux enfants et aux communautés.
- Renforcer la résilience communautaire par la restauration des écosystèmes et les innovations agroécologiques.
- Promouvoir des systèmes de suivi climatiques intégrés et centrés sur les enfants.
- Renforcer les mécanismes de protection sociale pour atténuer l'impact des crises climatiques sur les enfants et leurs familles.
- Intégrer la résilience climatique et la protection des enfants dans les politiques publiques.
- Renforcer l'éducation environnementale pour préparer les enfants et les jeunes aux défis climatiques.
- Créer des opportunités entrepreneuriales vertes locales pour les jeunes.
- Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables.
- Améliorer la planification territoriale pour une gouvernance climatique intégrée et efficace.
- Intégrer les besoins et les voix des enfants dans les politiques nationales de climat et d'adaptation.
- Élargir les solutions locales d'adaptation au climat pour autonomiser les communautés.
- Promouvoir la recherche en vue de réduire la vulnérabilité des enfants face au changement climatique

Le pays bénéficie de l'appui de partenaires techniques et financiers pour mettre en œuvre des projets touchant divers secteurs liés au changement climatique, tels que l'énergie renouvelable, l'agriculture durable et la gestion des ressources en eau. Toutefois, ces initiatives intègrent encore très rarement les enfants comme une catégorie spécifique nécessitant des mesures ciblées. L'absence de stratégie explicite pour protéger l'enfance face aux risques climatiques continue de limiter l'efficacité des actions mises en œuvre. De même, la coordination intersectorielle entre les ministères concernés demeure insuffisante, freinant l'élaboration de réponses intégrées et cohérentes. Enfin, les financements disponibles restent largement dépendants de l'aide internationale, avec peu de ressources allouées à des interventions directement orientées vers la résilience des enfants et des secteurs sociaux dont ils dépendent.

L'implication des jeunes dans la gouvernance climatique reste encore marginale. Si des initiatives locales, portées notamment par des organisations de jeunesse ou des clubs environnementaux, participent à la sensibilisation sur les enjeux climatiques, leur impact reste limité faute de reconnaissance institutionnelle et de moyens suffisants. Les jeunes togolais n'ont pas d'espaces formels leur permettant d'influencer les politiques climatiques nationales, et leur participation aux prises de décision reste souvent symbolique. Pourtant, leur rôle est essentiel : ils ont le potentiel pour favoriser la transition écologique et énergétique, y compris par l'adoption de solutions adaptées aux réalités locales.

Ces constats soulignent l'urgence d'une action renforcée pour mieux intégrer les enfants et les jeunes dans les politiques climatiques, qu'il s'agisse d'atténuation ou d'adaptation, au Togo. Assurer leur protection et leur résilience face aux impacts du changement climatique exige une approche multisectorielle et coordonnée, alliant engagement gouvernemental, implication des acteurs locaux, y compris les enfants et les jeunes, et mobilisation des partenaires internationaux.

Contexte Climatique au Togo

1. Introduction

L'Analyse du Paysage Climatique pour les Enfants au Togo s'inscrit dans une dynamique de compréhension des liens entre changement climatique, politiques publiques et protection et bien-être des enfants. Réalisée conjointement par le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et l'UNICEF, cette étude vise à éclairer les impacts spécifiques du changement climatique sur les enfants et à identifier des leviers d'action pour renforcer leur résilience.

a. Contexte général

Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest situé entre le Ghana à l'ouest, le Bénin à l'est et le Burkina Faso au nord, avec une façade maritime de 56 km sur le golfe de Guinée au sud. Le pays couvre une superficie de 56 600 km² et est divisé en cinq régions administratives : la région des Savanes, la région de la Kara, la région Centrale, la région des Plateaux et la région Maritime. Sur le plan socioéconomique, le Togo est un pays en développement, avec une économie principalement basée sur l'agriculture, qui représente environ 40 % du PIB et emploie près de 60 % de la population active. Le pays est également connu pour sa production de phosphate, qui constitue une importante source de revenus. Cependant, la pauvreté reste répandue, en particulier dans les zones rurales, où les infrastructures de base sont souvent insuffisantes. Le Togo se situe dans une zone tropicale, avec deux principaux types de climat : un climat tropical humide au sud, marqué par deux saisons des pluies et deux saisons sèches, et un climat tropical de savane au nord, caractérisé par une saison sèche plus longue avec des précipitations moins abondantes et une saison sèche.

b. Contexte climatique

Le Togo présente une diversité climatique marquée, répartie en plusieurs zones distinctes :



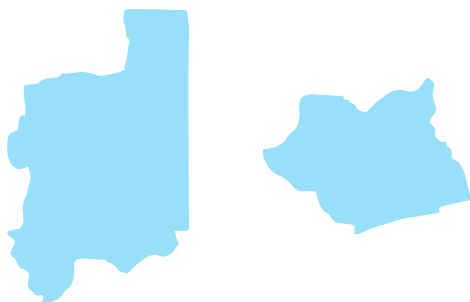
Zone Soudanienne (Nord - Région des Savanes) :

Climat tropical sec caractérisé par une saison des pluies courte (mai à octobre) et une saison sèche prolongée. Les températures peuvent dépasser 35°C en saison sèche avec des précipitations moyennes annuelles variant entre 800 et 1 000 mm.



Zone Soudano-Guinéenne (Centre - Régions Centrale et de Kara) : Climat de transition avec une saison des pluies plus longue (avril à octobre) et des précipitations oscillantes entre 1 000 et 1 400 mm. Cette zone subit des variations importantes de température.





Zone Guinéenne (Sud - Régions Maritime et des Plateaux) : Climat plus humide avec deux saisons des pluies (mars-juillet et septembre-novembre) et des précipitations annuelles atteignant jusqu'à 1 600 mm. Les températures restent relativement constantes autour de 25-30°C tout au long de l'année.

Comme de nombreux pays de la région ouest-africaine, le Togo fait face à des défis climatiques majeurs qui influencent son développement économique, social et environnemental. Les tendances observées et les projections futures indiquent une intensification des phénomènes climatiques extrêmes, rendant la résilience climatique une priorité nationale. Cette tendance climatique impacte directement l'agriculture, la gestion des ressources en eau, ainsi que les types d'énergie utilisés par la population, indiquant la nécessité de solutions d'adaptation localement adaptées. Le tableau ci-dessous illustre cette diversité pour les trois principales régions climatiques.

Zone Climatique	Type d'Agriculture	Gestion des Ressources en Eau	Type d'Énergie Utilisée
Zone Soudanienne (Savanes)	Cultures résistantes à la sécheresse (mil, sorgho), élevage extensif	Usage accru des retenues d'eau et forages pour l'irrigation	Forte dépendance au bois de chauffe et au charbon de bois en raison du manque d'accès à l'électricité, potentiel solaire peu exploité, utilisation de foyers améliorés pour limiter la consommation de bois.
Zone Soudano-Guinéenne	Agriculture mixte (maïs, haricot, manioc), cultures de rente (coton)	Systèmes d'irrigation intermittents et conservation des sols	Biomasse et hydroélectricité locale en expansion, introduction progressive du solaire
Zone Guinéenne (Maritime et Plateaux)	Cultures maraîchères, cacao, café, palmier à huile	Exploitation des eaux de surface, aménagement de bassins versants	Électricité via réseau national, usage accru du gaz butane, projets d'énergies renouvelables (solaire, hydroélectricité)

2. Objectifs

Objectif général

Éclairer les impacts spécifiques du dérèglement climatique sur les enfants au Togo et identifier des leviers d'action pour renforcer leur résilience.

Objectifs spécifiques

- ↳ Analyser les politiques sectorielles et climatiques du pays (CDN, PNACC, plans sectoriels relatifs à l'éducation, santé, protection de l'enfance).
- ↳ Identifier les impacts concrets du changement climatique sur le quotidien, la santé, la sécurité, l'éducation et le bien-être psychosocial des enfants.
- ↳ Recueillir les perceptions et priorités des acteurs institutionnels, de la société civile, des partenaires techniques et financiers.
- ↳ Intégrer la voix des enfants et des communautés dans l'analyse.
- ↳ Proposer des recommandations pour une meilleure prise en compte des enfants dans les politiques climatiques et de développement du Togo.

3. Méthodologie

L'étude, menée de novembre 2024 à juin 2025, repose sur une approche qualitative, combinant plusieurs sources d'information complémentaires. Elle s'appuie tout d'abord sur une revue documentaire approfondie des politiques sectorielles et climatiques du pays, notamment les Contributions Déterminées au niveau National (CDN), le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC), les plans sectoriels relatifs à l'éducation, à la santé, à la protection de l'enfance, ainsi que sur des documents techniques et scientifiques analysant les tendances climatiques au Togo.

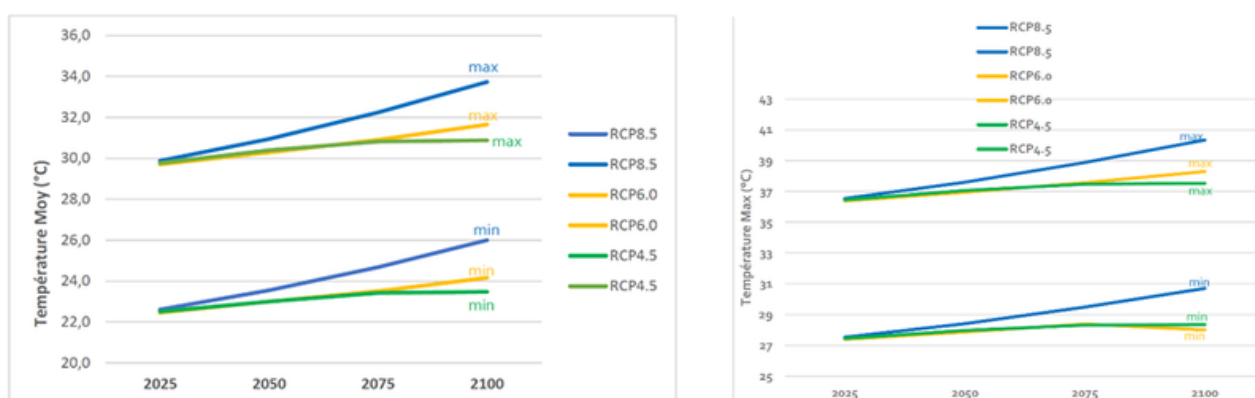
En parallèle, des entretiens ont été menés avec un large éventail d'experts nationaux issus des institutions publiques, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Ces échanges ont permis de recueillir des perceptions variées sur les enjeux climatiques et sur les obstacles à une meilleure prise en compte des enfants dans les politiques publiques. Enfin, l'étude intègre la voix des enfants et des membres des communautés, à travers des consultations organisées dans la région de la Kara et la région Maritime. Ces témoignages ont permis de mieux comprendre les effets concrets du changement climatique sur leur quotidien, leur santé, leur sécurité, leur accès à l'éducation et leur bien-être psychosocial.

Pour clôturer le processus de consultation, un atelier de validation rassemblant des représentants de plusieurs ministères clés, ainsi que des institutions partenaires, a été organisé les 25 et 26 mars 2025. Cet atelier a permis de présenter les résultats préliminaires de l'étude, de débattre des principales conclusions et de recueillir des observations et recommandations de la part des parties prenantes. Les échanges nourris au cours de cette rencontre ont permis de consolider les analyses produites, et l'étude a été révisée et enrichie à la lumière des commentaires formulés collectivement durant cet exercice de validation interinstitutionnelle.

3. Perspective climatique

Plusieurs études, notamment la Quatrième Communication Nationale établissant les scénarios climatiques au Togo en 2019, le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC) et les rapports de l'Étude hydrométéorologique 2022, fournissent une analyse détaillée des tendances climatiques passées et actuelles au Togo. Ces études démontrent une augmentation progressive des températures moyennes et une variabilité accrue des précipitations, influençant significativement les conditions météorologiques du pays. L'observation des tendances historiques indique une élévation moyenne de 0,29°C par décennie pour les températures maximales et de 0,31°C pour les températures minimales entre 1961 et 2022. En parallèle, les précipitations présentent des tendances contrastées : une baisse notable dans le nord du pays, particulièrement dans la région des Savanes, et une augmentation sporadique des précipitations dans les zones côtières sur certaines périodes. Ces fluctuations climatiques accentuent la fréquence des sécheresses prolongées, des inondations et de l'érosion côtière, exerçant une pression accrue sur les ressources naturelles, l'agriculture et les infrastructures du pays.

Figure 1: Evolutions des températures moyennes (haut) et maximales (bas) selon les scénarios d'émissions RCP8.5 ; 6.0 et 4.5, source Quatrième Communication Nationale sur les Changements Climatiques Togo



Les analyses de risques indiquent une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes. Les températures maximales ont augmenté de 1°C en moyenne sur les 57 dernières années, passant de 26,8°C (1961-1986) à 28°C (1987-2018). Entre 1981 et 2022, la fréquence des jours où la température dépasse 35°C a aussi fortement augmenté dans le nord du pays, accentuant la pression sur les ressources en eau et la productivité agricole.

Les précipitations extrêmes au Togo ont connu une intensification notable au cours des dernières décennies, particulièrement dans la région Maritime.



Tableau 2: Évolution des Indicateurs Climatiques au Togo

Indicateur Climatique	Période 1961-1986	Période 1987-2018	Tendance
Température moyenne	26,8°C	28°C	+1°C en 57 ans
Jours avec pluie > 20 mm (R20mm)	Baisse dans le nord, stable dans le sud	Augmentation dans le sud	Variabilité accrue
Précipitations extrêmes (Rx1 jour)	Peu fréquentes	Augmentation dans la région Maritime	Hausse
Cumul maximal sur 5 jours (Rx5 jour)	Tendance stable	Hausse dans le sud	Hausse
Jours de température > 35°C	Rare	Fréquent dans le nord	Forte augmentation

Depuis 2007, les inondations sont devenues quasi annuelles, affectant principalement les zones urbaines et côtières telles que Lomé et ses environs. Entre 1925 et 1992, le pays avait enregistré 60 inondations majeures. Cependant, leur fréquence et leur intensité ont considérablement augmenté après 2007, avec des épisodes marquants en 2008, 2009, 2010, 2012, 2017 et plus récemment en 2024[1]. En septembre 2017, le débordement du barrage de Nangbéto a entraîné des inondations affectant 602 ménages, soit 3 612 personnes, dans les villages riverains du fleuve Mono. Ces inondations ont causé des déplacements de population et des dommages significatifs aux infrastructures locales.[2] En 2024, le Grand Lomé a été touché à plusieurs reprises par des inondations majeures, notamment en mai et en octobre, causées par des pluies intenses au début et à la fin de la saison[3]. Ces inondations ont provoqué des submersions dans plusieurs quartiers, notamment à Adidogomé, Ségbé, Wessomé, Atilamonou et Balissimé, entraînant la destruction partielle ou totale de nombreuses habitations et l'endommagement des infrastructures routières et de drainage. Plusieurs familles se sont retrouvées temporairement sans abri, tandis que l'accès aux services de base – eau potable, électricité, écoles et soins de santé – a été fortement perturbé.[4] Les écoles ont parfois été inaccessibles ou transformées en lieux d'accueil pour les sinistrés, ce qui a interrompu la scolarité de nombreux enfants. Sur le plan sanitaire, la stagnation des eaux a augmenté les risques de maladies hydriques et vectorielles comme le paludisme ou la diarrhée. Ces impacts soulignent la forte vulnérabilité des zones urbaines du Grand Lomé, notamment celles situées dans les bas-fonds et zones non aménagées, face à la récurrence des épisodes pluvieux extrêmes.[5]

Les conséquences de ces événements climatiques se font particulièrement sentir chez les enfants : interruption de la scolarité, maladies liées à l'eau contaminée, perte de logement, insécurité alimentaire et risques accrus en matière de protection. Dans un contexte de vulnérabilité socio-économique généralisée, les inondations aggravent les inégalités et compromettent le développement durable des communautés les plus exposées. Les sécheresses au Togo sont aussi de plus en plus fréquentes et prolongées, affectant principalement les régions des Savanes, de Kara et de certaines parties des Plateaux. Des épisodes majeurs ont été enregistrés en 1942-1943, 1976-1977 et 1982-1983, provoquant une réduction significative des rendements agricoles et des pertes en eau. Entre 2013 et 2014, environ 1,5 million de personnes, soit plus de 20% de la population, ont été directement touchées par des sécheresses sévères, entraînant une insécurité alimentaire accrue et des migrations internes. La durée des périodes sèches s'est allongée, pouvant atteindre 26 jours consécutifs sans précipitations dans certaines zones.

1] SODOGAS A. V., GOMADO K., 2006

[2] ReliefWeb, 2017. Togo: Floods - Sep 2017. OCHA Services. Disponible sur : <https://reliefweb.int/disaster/fl-2017-000149-tgo>

[3] RFI (2024). Togo : le Grand Lomé touché par des inondations alors que démarre la saison des pluies, Radio France Internationale, 3 juin 2024. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240603-togo-le-grand-lome-touche-par-des-inondations-alors-que-demarre-la-saison-des-pluies>.

[4] Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (2024). Intempéries à Lomé : la ministre sur le terrain pour rassurer les populations et évaluer les dégâts, eau.gouv.tg, 10 octobre 2024. Disponible sur : <https://eau.gouv.tg/intemperies-a-lome-la-ministre-de-leau-et-de-l-assainissement-sur-le-terrain-pour-rassurer-les-populations-et-evaluer-les-degats>

[5] Togopresse (2024). Inondations dans le Grand Lomé : le gouvernement fait le point avec les acteurs et définit les actions à mener pour 2025, 21 novembre 2024. Disponible sur : <https://togopresse.tg/inondations-dans-le-grand-lome-le-gouvernement-fait-le-point-avec-les-acteurs-et-definit-les-actions-a-mener-pour-2025>

Impacts du changement climatique sur les enfants

Le changement climatique a des impacts profonds sur les enfants au Togo, affectant leur sécurité, leur santé, leur éducation et leur bien-être global. Cette section explore les principales menaces d'ordre climatique auxquelles ils font face, en les organisant par secteur.

1. Santé

Les enfants sont parmi les plus affectés par les maladies climato-sensibles — en particulier le paludisme[6]. En 2022, les enfants de moins de 5 ans représentaient 36 % des cas simples, 58 %[7] des hospitalisations et 73 % des décès liés à cette maladie[8]. L'augmentation des températures et les changements de précipitations favorisent la prolifération des moustiques vecteurs, étendant les zones de transmission.

Les inondations endommagent les infrastructures d'assainissement et entraînent des contaminations des sources d'eau potable, provoquant des épidémies de diarrhée. Les sécheresses prolongées réduisent l'accès à l'eau potable et exposent les enfants à des infections gastro-intestinales. L'eau insalubre est responsable d'une hausse des cas de choléra, de diarrhée et de malnutrition infantile. Une étude de 2022 a aussi démontré que les variations climatiques sont associées à une augmentation des cas de diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne[9]. Ces maladies affaiblissent le système immunitaire des enfants et augmentent la mortalité, notamment dans les zones rurales mal équipées.

Le changement climatique affecte aussi la santé mentale des enfants. Les catastrophes naturelles, telles que les inondations et sécheresses, perturbent la stabilité familiale et sociale, créant incertitude, stress chronique et perte de repères. Une étude au Togo[10] a montré que ces traumatismes vécus durant l'enfance favorisent les troubles anxieux, le stress post-traumatique ou les difficultés de concentration. Les enfants déplacés expriment un sentiment d'insécurité, des troubles du sommeil et du stress post-traumatique. L'IFRC souligne l'importance du soutien psychosocial[11]. Certains groupes d'enfants sont particulièrement exposés : enfants vivant dans la pauvreté, enfants handicapés, jeunes filles, et enfants de moins de cinq ans[12],[13],[14]

Certains d'entre nous ont peur de dormir à cause des souvenirs de la dernière inondation où l'eau est montée jusqu'à nos lits.

[6] PNLP (Programme National de Lutte contre le Paludisme), Données nationales sur le paludisme au Togo, 2022.

[7] PNLP, Statistiques hospitalisations pour paludisme chez les enfants de moins de 5 ans, 2022.

[8] PNLP, Statistiques décès liés au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans, 2022.

[9] Alexander K. et al., « Climate variability and childhood diarrhoea in sub-Saharan Africa », 2022.

[10] Université de Lomé, Étude sur les traumatismes vécus dans l'enfance et la santé mentale au Togo, 2021.

[11] Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (IFRC), Rapport sur le soutien psychosocial des enfants, 2020.

[12] INSEED (Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques), Pauvreté infantile au Togo, 2021.

[13] Ministère de l'Action Sociale, Rapport national sur le handicap des enfants au Togo, 2022.

[14] SMART Survey, Statistiques nutritionnelles au Togo, 2022 : malnutrition chronique 23,8 % (29,7 % en zones rurales).

2. Nutrition

Le changement climatique compromet la sécurité alimentaire et la nutrition infantile. L'insécurité alimentaire, due aux sécheresses et inondations, réduit la disponibilité de produits agricoles et entraîne une hausse de la malnutrition chronique (23,8 % des enfants de moins de cinq ans, atteignant 29,7 % en zones rurales[15]). Ces perturbations climatiques aggravent également la pauvreté des ménages agricoles, diminuant leur capacité à diversifier l'alimentation et à assurer des repas réguliers pour les enfants.

La perte de biodiversité aggrave la situation : des espèces végétales essentielles comme le baobab (feuilles riches en fer et vitamines) ou le néré (graines protéiques utilisées dans l'alimentation) deviennent rares, tout comme certaines sources locales de protéines (chenilles, termites, rongeurs), affectant directement l'alimentation des enfants. Le recul des ressources forestières et animales réduit l'apport en micronutriments, augmentant les risques d'anémie, de retard de croissance et de vulnérabilité aux maladies. Dans certaines zones rurales, les ménages doivent recourir à des stratégies négatives comme la réduction du nombre de repas quotidiens, ce qui touche en priorité les enfants.



3. Eau, Assainissement et Hygiène

Les sécheresses et inondations affectent directement l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les enfants, notamment les filles, doivent parcourir de longues distances pour chercher de l'eau, ce qui accroît leur exposition aux risques et compromet leur temps de scolarisation[16]. La dégradation des systèmes d'assainissement augmente la fréquence des maladies hydriques et gastro-intestinales, comme la diarrhée et le choléra.

En période de sécheresse, l'insuffisance d'eau entraîne aussi une réduction de l'hygiène personnelle, ce qui accroît la propagation des infections cutanées et respiratoires chez les enfants. Lors des inondations, les latrines débordent, contaminant l'environnement immédiat et exposant davantage les enfants aux maladies. L'absence d'infrastructures adaptées dans les écoles accentue les inégalités de genre : les filles, en particulier, subissent un manque d'installations d'hygiène menstruelle adéquates, ce qui accentue leur absentéisme scolaire. Le manque de résilience des services WASH face aux chocs climatiques compromet donc à la fois la santé et l'éducation des enfants.



Quand il y a des inondations, on est obligé de quitter nos maisons et de dormir dehors. Ça nous fait peur.

[15] SMART Survey, Statistiques nutritionnelles au Togo, 2022 : malnutrition chronique 23,8 % (29,7 % en zones rurales).

[16] Alexander K. et al., « Climate variability and childhood diarrhoea in sub-Saharan Africa », 2022.



Quand nous n'avons plus rien à manger, nos maris envoient nos enfants garçons dans les pays voisins pour travailler et ramener de l'argent. Certains ne reviennent pas avant des mois."



4. Éducation

Les catastrophes climatiques compromettent la continuité éducative. En 2022, face aux inondations à Lomé, trois écoles publiques ont été fermées (CEG Nyékonakpoè, JEP, EPP de Totsi). Dans la préfecture des Lacs, 18 villages ont été touchés, entraînant le déplacement de plus de 1 000 ménages, incluant 669 enfants de moins de cinq ans.

Les témoignages recueillis en 2024 montrent que le manque d'infrastructures scolaires adaptées, la destruction des écoles et l'insuffisance des capacités d'accueil aggravent les risques de déscolarisation, en particulier pour les filles. Les enfants déplacés sont confrontés à des interruptions de scolarité. Dans la région des Savanes, les familles d'éleveurs migrent, interrompant la scolarité des enfants. Dans les Plateaux, la baisse des rendements agricoles pousse des enfants à abandonner l'école pour travailler. Les filles sont particulièrement exposées à l'abandon scolaire en raison des charges domestiques accrues, du manque d'hygiène menstruelle adéquate et des mariages précoces.

5. Protection de l'enfant

Les catastrophes climatiques aggravent la pauvreté, contraignant de nombreux enfants à entrer dans le marché du travail. Selon l'OIT, la perte d'emploi d'un adulte augmente de 10 points le travail des enfants[17]. Les sécheresses forcent les familles à retirer les enfants de l'école pour les faire travailler dans les champs ou l'économie informelle[18]. Dans les zones urbaines, les enfants déplacés travaillent dans la collecte de déchets, le travail domestique ou la vente sur les marchés.

Les filles sont particulièrement exposées aux mariages précoces : 25 % des filles sont mariées avant 18 ans, et 6 % avant 15 ans[19]. Dans les Savanes, ce taux peut atteindre 95 %[20]. L'absence de structures de protection renforce les risques d'exploitation sexuelle et de traite. Un rapport du Département du Travail des États-Unis (2019) signale l'implication d'enfants dans les pires formes de travail (exploitation sexuelle commerciale, agriculture, carrières) [21]

6. Politiques sociales

Le changement climatique accentue les inégalités sociales et expose davantage les enfants pauvres, handicapés ou marginalisés. En 2021, 51,4 % des enfants vivaient sous le seuil de pauvreté, avec des disparités rurales (58,8 %) et urbaines (26,5 %) [22]. Environ 138 000 enfants vivent avec un handicap, dont 44 % de filles[23].

Les réponses de protection sociale restent insuffisantes face aux besoins accrus liés aux catastrophes climatiques. Le manque d'inclusion des enfants et jeunes dans les politiques climatiques et sociales limite leur résilience.

[17] Organisation Internationale du Travail (OIT), Rapport mondial sur le travail des enfants, 2021.

[18] UNICEF & OIT, Enquêtes nationales Togo – Sécheresses et travail des enfants, 2020.

[19] Girls Not Brides, « Child marriage in Togo », 2021.

[20] Ministère de l'Action Sociale, Statistiques régionales sur les mariages précoces dans les Savanes, 2022.

[21] Département du Travail des États-Unis, « Findings on the Worst Forms of Child Labor – Togo », 2019.

[22] INSEED (Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques), Pauvreté infantile au Togo, 2021

[23] Ministère de l'Action Sociale, Rapport national sur le handicap des enfants au Togo, 2022.

7. Schéma de causalité entre changement climatique et droits des enfants

Dans le cadre des groupes de travail ministériels réunis lors de l'atelier de validation en Mars 2025, les experts sectoriels ont collaboré à l'élaboration d'un schéma illustrant les chaînes de causalité reliant les impacts du changement climatique à la violation des droits de l'enfant au Togo. Ce schéma met en lumière la manière dont les événements climatiques extrêmes au Togo déclenchent des conséquences en cascade sur les conditions de vie, l'accès aux services de base et la sécurité des enfants.

Il permet de visualiser les effets directs et indirects du changement climatique sur des droits fondamentaux tels que l'accès à l'éducation, à la santé, à la protection, à l'alimentation ou à l'eau potable. Il souligne également les risques accrus de déscolarisation, de travail des enfants, de mariages précoces, d'exposition à la violence et de troubles psychologiques. En ce sens, cet outil constitue une base essentielle pour orienter les réponses intersectorielles en faveur de la résilience des enfants au Togo.



Réponses et priorités du gouvernement

1. Priorité par secteur sociaux

Cette section présente les priorités du gouvernement togolais en matière d'adaptation au changement climatique, organisées par secteur social clé.



Santé

La santé est reconnue comme l'une des priorités du gouvernement en matière d'adaptation au changement climatique. La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) actualisée en 2021 cite explicitement le secteur parmi les domaines prioritaires, aux côtés de l'eau, de l'agriculture, des forêts, de l'énergie et des zones urbanisées[24]. Plusieurs initiatives vont dans ce sens : l'évaluation ProSanté conduite en partenariat avec la GIZ a permis de cartographier les maladies sensibles au climat (paludisme, infections respiratoires, méningite) et d'identifier les zones les plus vulnérables, tandis qu'une étude spécifique à la région du Grand Lomé (2024) a analysé la vulnérabilité des infrastructures de santé face aux inondations, vents violents et sécheresses, en formulant des recommandations d'adaptation concernant la protection des bâtiments et la sécurité des patients et du personnel. De plus, le projet Climate Impact on Maternal, Newborn, and Child Health lancé en 2025 par le Johns Hopkins Center for Communication Programs (avec le soutien de la GIZ) intègre une stratégie de communication sociale et comportementale pour renforcer la protection de la santé maternelle et infantile face aux effets du climat dans les régions des Savanes, de la Kara et Centrale[25].



© UNICEF/Togo/Beyond/2024

[24] UNFCCC. Plan National d'Adaptation du Togo (PNACC), 2018. <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/NAP-Togo-2018.pdf>

[25] Johns Hopkins Center for Communication Programs (CCP). Climate Impact on Maternal, Newborn, and Child Health Project in Togo, 2025. Disponible sur : <https://ccp.jhu.edu/2025/08/11/climate-change-health-effects-togo-award/>



Nutrition

La nutrition est un axe majeur où les politiques d'adaptation au changement climatique croisent directement les enjeux de sécurité alimentaire et de résilience des communautés. Plusieurs initiatives illustrent cette articulation. Le projet Food Security and Resilience Strengthening (2020-2023), mis en œuvre avec l'appui de la GIZ, a spécifiquement visé à améliorer la situation nutritionnelle des femmes en âge de procréer et des nourrissons dans les régions Maritime, Kara et Plateaux. Il a adopté une approche multisectorielle associant santé, agriculture nutritionnelle et hygiène, tout en renforçant la gouvernance nutritionnelle locale. Le Togo est également partie prenante du West Africa Food System Resilience Programme (FSRP), financé par la Banque mondiale et coordonné par la CEDEAO. Ce programme régional vise à accroître la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs climatiques en renforçant la gestion durable des terres et en soutenant les chaînes de valeur stratégiques pour la nutrition.

La gestion durable des ressources naturelles, notamment par des politiques de reboisement et la préservation des écosystèmes côtiers pour lutter contre l'érosion, contribue indirectement à la sécurité alimentaire. Ces actions soutiennent la disponibilité de ressources nécessaires à la production agricole et la restauration des bassins versants. Le Programme National de Reboisement visait à planter 10 millions d'arbres par an pour compenser la déforestation et restaurer les bassins versants[26]. Le Programme d'Appui à la Lutte Contre le Changement Climatique au Togo (PALCC), financé par l'Union Européenne à travers l'Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique, visait à renforcer la résilience climatique du pays. Le Programme REDD+ du Togo (2014-2021) a été une initiative clé visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, tout en favorisant le développement durable des communautés locales. Le projet West African Coastal Zone Resilience Investment Project (WACA), financé par la Banque mondiale, protège les côtes togolaises contre l'érosion et renforce la résilience des communautés côtières.



Eau, Assainissement et Hygiène

Afin d'améliorer la gestion des ressources en eau face au changement climatique, le gouvernement togolais met en œuvre plusieurs stratégies visant à renforcer la résilience hydrique. Des infrastructures de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) sont développées pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles, limiter les pertes et assurer un approvisionnement stable pour les populations et l'agriculture. Le Plan d'Action National du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PANSEA) vise à améliorer la couverture en eau potable et la gestion des eaux usées, notamment en milieu rural et dans les zones à risque. Des projets de surveillance hydrologique sont également mis en place pour mieux anticiper les sécheresses et les crues, en s'appuyant sur des technologies modernes de suivi des nappes phréatiques et des systèmes d'alerte précoce. Le renforcement des capacités institutionnelles, en collaboration avec des partenaires internationaux, permet de structurer un cadre réglementaire plus efficace et d'assurer la mise en œuvre de solutions adaptées aux défis du changement climatique.

[26] REDD+ est un programme promu dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), qui vise à appuyer les efforts de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation). Le '+' désigne les activités supplémentaires liées à la gestion durable des forêts et la conservation des stocks de carbone forestier.



Éducation

Le secteur de l'éducation n'a pas encore opéré une transition significative vers l'adaptation au changement climatique ; aucune politique publique nationale n'a été identifiée en ce sens. Toutefois, certaines recherches et témoignages apportent des éléments spécifiques au Togo. Selon le rapport *Real Choices, Real Lives* de Plan International (2023), des adolescentes du pays ont rapporté des interruptions scolaires dues aux catastrophes climatiques, comme des écoles endommagées ou des routes devenues impraticables, ainsi que des pressions économiques liées à la perte de revenus familiaux[27]. Elles soulignent également que l'éducation actuelle ne les prépare pas suffisamment à faire face aux effets du changement climatique. Le rapport insiste ainsi sur le besoin d'une éducation plus adaptée, avec des programmes scolaires intégrant les enjeux climatiques, des infrastructures scolaires résilientes et des solutions de continuité pédagogique en cas de crise. Ces constats montrent que si aucune stratégie officielle n'a encore été adoptée, l'éducation au Togo est de plus en plus identifiée comme un secteur clé pour renforcer la résilience des communautés face aux aléas climatiques.

L'érosion côtière provoque un recul moyen de la côte de l'ordre de 3 à 5 m/an avec des vitesses extrêmes de 10 à 12 m/an[28] dans certains segments de côte. Plusieurs infrastructures comme les routes, les centres de santé et les écoles ont été impactées par ce phénomène. Le cas particulier des écoles détruites et fermées du fait de ce phénomène montre l'impact concret du changement climatique sur la côte togolaise. Toutefois, il existe peu de données permettant de mesurer l'ampleur du phénomène.



Politiques sociales

Le gouvernement du Togo place la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique dans l'agenda de développement à travers la dixième ambition de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 qui vise à « mettre le développement durable et l'anticipation des crises futures au cœur des priorités du pays ». Cette orientation a été consolidée par l'adoption, en mars 2025, d'une loi nationale sur le changement climatique, votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Ce cadre vient compléter plusieurs documents stratégiques déjà en vigueur, tels que les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC).

En matière de protection sociale, il n'existe pas encore de mesure spécifique pour les personnes affectées par le changement climatique. Toutefois, un système de protection sociale adaptatif incluant la dimension « réponse aux chocs » est en train d'être mis en place, ce qui représente une opportunité pour inclure les aléas climatiques.

Sur les aspects budgétaires, le gouvernement a entamé un exercice de marquage des dépenses affectant négativement l'environnement afin de pouvoir disposer, à terme, d'un budget vert et de mieux identifier les actions à prendre.

Bien que présent dans les priorités nationales, la traduction de la thématique du changement climatique dans les documents de gouvernance locale, dont les plans de développement communaux, reste un domaine à renforcer.

[27] Plan International. *Real Choices, Real Lives* – Rapport Togo, 2023.

[28] Etat des lieux des principales menaces climatiques au Togo, Ministère de l'Environnement et des ressources forestières, Novembre 2021



Protection de l'enfance

La protection de l'enfant commence à être prise en compte dans l'action climatique nationale. Grâce à l'étude présente, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) témoigne d'une volonté institutionnelle de mieux intégrer les droits et la situation des enfants dans les politiques climatiques. Cependant, il n'existe pas encore de plan sectoriel structuré traduisant cette priorité en actions concrètes. Le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC) n'inclut pas de mesures spécifiques dédiées à la protection de l'enfant[29] et les programmes existants restent indirects, agissant principalement par le renforcement des moyens de subsistance et la résilience communautaire[30]. La démarche actuelle marque néanmoins un premier pas vers l'intégration explicite des enjeux liés à l'enfance dans les stratégies climatiques nationales.



Transition énergétique et atténuation

L'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique est une priorité. En 2018, le gouvernement a adopté la Politique Nationale d'Électrification avec pour objectif d'atteindre 50 % d'énergies renouvelables d'ici 2030[31]. Parmi les projets clés figurent la centrale solaire photovoltaïque de Blitta (50 MW), opérationnelle depuis 2021, et plusieurs mini-réseaux solaires installés en zones rurales. Le gouvernement a également mis en place plusieurs programmes de subventions pour faciliter l'accès des ménages à l'énergie solaire. Le Programme CIZO (2017-2022) vise à électrifier 300 000 ménages à travers des kits solaires en mode pay-as-you-go (PAYGO), avec le soutien de partenaires comme l'Union Européenne et la Banque Africaine de Développement. L'initiative Togo Off-Grid Solar Initiative, lancée en 2019, finance également des solutions solaires individuelles et des mini-réseaux en milieu rural.

Le gouvernement togolais a aussi mis en place plusieurs actions concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. En matière d'agriculture durable, il favorise l'adoption de pratiques agricoles climato-intelligentes qui incluent la gestion améliorée des sols, la réduction de l'utilisation d'engrais chimiques et l'optimisation des systèmes d'irrigation afin de minimiser les émissions de méthane. Dans le secteur de la gestion des déchets, des infrastructures ont été développées pour encourager le recyclage, le compostage et la production de biogaz, contribuant ainsi à la réduction des émissions de méthane issues des déchets.

Le gouvernement a mis en place un cadre incitatif pour encourager les investissements privés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il inclut des exonérations fiscales sur les équipements solaires et autres technologies propres, réduisant ainsi les coûts pour les investisseurs. Un Fonds d'appui et de garantie au développement des énergies renouvelables a été créé pour faciliter l'accès au financement des entreprises du secteur. Des subventions soutiennent également l'installation de mini-réseaux solaires et la production d'énergie propre. Un programme de facilitation de crédit a été instauré pour les PME développant des solutions technologiques durables dans l'environnement et l'énergie. Des partenariats public-privé financent des projets solaires et hydrauliques, facilitant l'accès à l'électricité verte pour les industries et les ménages. Un système de certification et d'accréditation garantit la qualité des équipements et encourage leur adoption.

[29] UNFCCC. Plan National d'Adaptation du Togo (PNACC), 2018, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/NAP-Togo-2018.pdf>

[30] NAP Global Network. In-country support program – Togo, 2023. <https://napglobalnetwork.org/in-country-support-program/togo/>

[31] Plans d'actions nationaux des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de l'énergie durable pour tous (SE4ALL). https://www.se4all-africa.org/fileadmin/uploads/se4all/Documents/Country_AAs/Togo_AA_executive_summary.pdf

2. Engagements budgétaires

Le Togo mobilise des financements internationaux pour ses initiatives en matière de climat, mais des investissements nationaux sont également réalisés. Le budget national joue un rôle croissant dans le soutien aux programmes d'électrification rurale, de reboisement et de gestion des ressources en eau, mais plus de 80 % des financements d'état proviennent de bailleurs extérieurs. Le Fonds National pour l'Environnement (FNE) a été mis en place pour soutenir la protection des ressources naturelles et le développement durable, et son potentiel en tant qu'outil de financement climatique est en expansion. Certaines allocations budgétaires au sein du Plan National de Développement (PND) sont spécifiquement dédiées aux actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, contribuant ainsi à la mise en œuvre des engagements nationaux. Conscient des défis, le gouvernement œuvre à renforcer son cadre de financement domestique et à structurer un mécanisme plus efficace pour mobiliser davantage de ressources internes, garantissant ainsi une plus grande autonomie financière et une réponse durable aux enjeux climatiques du pays.

Le Togo bénéficie d'un engagement de 116,7 millions USD du Fonds Vert pour le Climat (FVC) [32], destiné à financer des projets d'adaptation et d'atténuation. Ce fonds est alimenté par des contributions de divers bailleurs internationaux, y compris les gouvernements nationaux et des institutions multilatérales. La gestion du FVC au Togo est assurée par le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF), qui veille à l'allocation des ressources et à la validation des projets conformes aux priorités nationales. En février 2025, le conseil d'administration du Fonds d'adaptation a accrédité l'Office de Développement et d'Exploitation des Forêts (ODEF) en tant qu'entité nationale de mise en œuvre pour le Fonds. Cette accréditation permet à l'ODEF, sous l'égide du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, d'accéder à des financements pour des projets d'adaptation au changement climatique au



Togo par l'intermédiaire du Fonds d'adaptation, ce qui représente une opportunité pour l'établissement de projets visant à renforcer la résilience climatique au Togo, notamment celle des services sociaux de base.[33] Les financements FVC sont répartis entre plusieurs axes stratégiques : le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, la promotion d'une agriculture résiliente et durable, la protection des infrastructures et l'adaptation côtière, ainsi que la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) via des initiatives tels que REDD+ et des programmes de reforestation. Parmi les projets clés financés figurent le développement de centrales solaires connectées au réseau, la modernisation de l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire, la mise en place d'infrastructures hydrauliques résilientes, ainsi que des actions visant à limiter l'érosion côtière et à préserver les bassins versants. Le MERF, en collaboration avec d'autres ministères comme ceux des Mines et des Ressources Énergétiques, de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural, et de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, coordonne l'utilisation des fonds et assure le suivi de leur impact sur le terrain.

[32] Fonds Vert pour le Climat. Country Profile: Togo. Disponible sur : <https://www.greenclimate.fund/countries/togo>

[33] <https://www.adaptation-fund.org/togo-government-agency-odef-accredited-as-national-implementing-entity-by-the-adaptation-fund-to-develop-climate-resilient-projects-in-vulnerable-nation/>

Mais les financements ne se limitent pas aux projets d'infrastructures. Un exemple notable est le projet FVC récemment approuvé intitulé "Renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les zones à haut risque climatique et de catastrophe au Togo" (SAP048), mis en œuvre par l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) avec l'appui de la BOAD. Ce projet vise à moderniser les services hydrométéorologiques, renforcer les systèmes d'alerte précoce, et intégrer les données climatiques dans la planification et la prise de décision à l'échelle nationale et locale. Il bénéficiera directement à plus d'un million de personnes.

Cependant, l'analyse du programme-pays du FVC révèle plusieurs axes à renforcer. Le FVC ne prévoit pas de mesures ciblées pour les enfants et les jeunes, ni n'intègre une approche fondée sur les droits de l'enfant, pourtant essentielle pour répondre aux besoins spécifiques des générations futures face aux impacts climatiques. Par ailleurs, la participation communautaire reste mentionnée de manière générale, sans dispositif clair pour inclure les populations locales — et en particulier les jeunes — dans la conception, la mise en œuvre ou le suivi des projets. Le programme gagnerait également à renforcer l'accompagnement des acteurs locaux (ONG, collectivités territoriales, comités de base) en intégrant une stratégie de localisation et de renforcement durable des capacités locales. Enfin, bien que des références au genre et aux groupes vulnérables soient présentes, l'approche genre et inclusion sociale mériterait d'être davantage opérationnalisée pour garantir l'équité dans l'accès aux ressources et aux opportunités climatiques.

Outre le FVC, la Banque Mondiale et l'Union Européenne soutiennent plusieurs initiatives majeures de gestion durable des ressources et de transition énergétique au Togo. Le Projet PGICT (Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres), doté d'un budget de 30 millions USD, visait à renforcer la résilience environnementale et à réduire les risques de catastrophes naturelles en améliorant les infrastructures et la gestion des terres dans les zones vulnérables. Le Projet WACA (West Africa Coastal Areas Resilience Investment Project), financé à hauteur de 65 millions USD, est centré sur la protection du littoral togolais contre l'érosion côtière et les risques de submersion marine, notamment par l'installation de brise-lames et la restauration des écosystèmes côtiers. Le PURISE (Projet d'Urgence pour la Réhabilitation des Infrastructures et des Services Électriques), avec un budget de 40 millions USD, modernise le réseau électrique du Togo et favorise l'électrification rurale grâce à l'expansion des mini-réseaux solaires.

L'Union Européenne appuie également des programmes comme l'AMCC+, qui renforce la gouvernance climatique et finance des infrastructures durables. Ce programme a financé des projets visant à améliorer l'accès aux énergies renouvelables et à renforcer la résilience climatique des communautés locales, avec un budget total de 25 millions USD. Le PALCC (Projet d'Appui à la Lutte Contre le Changement Climatique) accompagne la réduction des émissions de GES et le développement durable, notamment par le biais de formations en gestion environnementale et la mise en place d'infrastructures adaptées aux nouvelles conditions climatiques. Ce programme bénéficie d'un financement de 18 millions USD et est mis en œuvre dans plusieurs régions vulnérables, notamment les zones côtières et les zones arides du Nord du Togo. Ces financements viennent compléter les efforts nationaux pour favoriser une transition écologique et énergétique efficace au Togo, en apportant un soutien technique et financier aux projets de développement durable.



3. Coordination du secteur en matière de CEE au Togo

La coordination des secteurs de l'environnement, du climat et de l'énergie durable au Togo repose sur un ensemble d'acteurs institutionnels, internationaux et non gouvernementaux. Cette coordination est essentielle pour garantir la mise en œuvre efficace des politiques et programmes visant à renforcer la résilience climatique et promouvoir une transition énergétique durable.

3.1 - Principaux acteurs et rôles

Le gouvernement togolais, à travers plusieurs ministères, joue un rôle central dans la coordination des actions climatiques et environnementales. Le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) est l'entité principale chargée de la mise en œuvre des politiques climatiques et environnementales, en lien avec le ministère des Mines et des Ressources Énergétiques et le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural. D'autres ministères, comme celui de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Réforme Foncière et celui de la Sécurité et de la Protection Civile, interviennent également dans des initiatives liées à la résilience urbaine et à la gestion des risques climatiques.

Les sociétés d'État jouent également un rôle clé dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique. La Société Togolaise des Eaux (TdE) et la Société de Patrimoine Eau et Assainissement (SP-EAU) travaillent à renforcer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu urbain et rural, tout en intégrant des approches résilientes aux sécheresses et aux variations climatiques. La Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) modernise son réseau pour garantir un approvisionnement énergétique plus stable face aux aléas climatiques, tandis que l'Agence Togolaise de l'Électrification Rurale et des Énergies Renouvelables (AT2ER) développe des infrastructures pour l'énergie solaire et l'électrification des zones reculées. Ces entreprises publiques sont progressivement intégrées dans la planification des politiques climatiques et environnementales, contribuant ainsi aux objectifs de transition énergétique et de gestion durable des ressources naturelles.

Les partenaires internationaux, tels que la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la BAD et la BOAD, jouent un rôle clé dans l'appui du Togo face aux défis du changement climatique, en accompagnant le pays dans la mise en œuvre de ses engagements nationaux à travers des financements et une assistance technique pour le développement et l'exécution des projets de résilience climatique, d'atténuation des émissions de GES et de gestion durable des ressources naturelles. A travers le PNUD, la FAO ou encore l'UNICEF, les agences onusiennes soutiennent la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), l'intégration du climat dans les politiques publiques et la promotion d'approches locales d'adaptation et d'atténuation.

Les organisations de la société civile (OSC) au Togo jouent un rôle déterminant dans la lutte contre le changement climatique, en menant des actions concrètes et ciblées au sein des communautés locales. Par exemple, l'ONG UTI-DED a lancé des projets tels que « Respect de l'environnement dans les écoles » et « Choisir correctement – voir mieux », visant à sensibiliser les élèves aux pratiques écologiques et à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles[34]. Les OSC contribuent également à l'élaboration des politiques publiques en facilitant le dialogue entre les décideurs et les populations locales. À l'occasion des préparatifs de la COP 29 en 2024, plusieurs ateliers ont été organisés pour définir les projets prioritaires du Togo en matière de climat, avec une participation active des OSC dans l'identification des priorités nationales[35]. Elles mettent en œuvre des projets d'adaptation dans les territoires, en particulier dans le secteur agricole, à travers le Programme Stratégique d'Opportunités Pays 2022-2027 du FIDA, qui vise à transformer l'agriculture familiale et à renforcer sa résilience face aux effets du changement climatique[36]. Les OSC jouent également un rôle clé dans la mobilisation de financements. En mai et juillet 2023, plusieurs projets portés par des OSC togolaises ont été retenus pour un financement par l'Agence française de Développement (AFD),

[34] Climate Chance. (2023). UTI-DED – Respect de l'environnement dans les écoles. <https://www.climate-chance.org/en/best-practices/uti-ded-togo/>

[35] Savoir News. (2024). Le Togo se prépare pour la COP29. <https://www.savoirnews.net/blog/2024/10/27/cop-29-le-togo-se-prepare-activement-ses-projets-prioritaires-a-defendre/>

[36] FIDA. (2022). Programme Stratégique d'Opportunités Pays 2022-2027 – Togo. <https://www.ifad.org/en/w/corporate-documents/regions-countries/togo-country-strategic-opportunities-programme>

Avec pour objectif de renforcer la résilience des communautés rurales[37]. Enfin, elles accompagnent les communautés locales en renforçant leurs capacités à comprendre et anticiper les impacts du changement climatique, notamment à travers des outils de suivi participatif, des formations pratiques, et la vulgarisation des savoirs climatiques à travers les radios communautaires et les structures locales d'encadrement.

Le secteur privé commence également à être impliqué dans la transition énergétique, ainsi que dans d'autres secteurs clés du développement durable au Togo. Un exemple marquant est le projet solaire de Sokodé, lancé en décembre 2023. Le gouvernement togolais a signé un accord de concession de 25 ans avec un investisseur international et une entreprise française pour la construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 64 MWc. Ce projet permettra de fournir de l'énergie propre à plus de 700 000 personnes et de créer plus de 200 emplois locaux pendant sa phase de construction et d'exploitation. Il s'inscrit dans les objectifs du Togo en matière d'accès universel à l'électricité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en illustrant la capacité du secteur privé à mobiliser des investissements d'envergure dans les énergies renouvelables. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le Projet de Sécurité de l'Eau Urbaine au Togo (TUWS), approuvé en mars 2023 avec un financement de 100 millions USD de la Banque mondiale, prévoit la participation du secteur privé pour renforcer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement dans le Grand Lomé. Ce projet inclut la modernisation des réseaux de distribution, le développement de nouvelles infrastructures, et l'amélioration de la performance des opérateurs à travers des modèles de gestion contractuelle et des investissements conjoints public-privé. Il s'inscrit dans la stratégie nationale d'accès universel à l'eau potable d'ici 2030.

3.2. Cadres de coordination

Le Togo a mis en place un cadre de concertation multi-acteurs pour assurer une gouvernance efficace et inclusive des actions liées au climat, à l'environnement et à l'énergie. Créé en 2018 sous l'égide du ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, ce cadre regroupe divers acteurs gouvernementaux, des agences des Nations Unies, des ONG locales et internationales, des représentants du secteur privé, ainsi que des institutions de recherche. Son objectif principal est de renforcer la coordination entre les différentes parties prenantes et d'assurer une mise en œuvre cohérente des stratégies nationales d'adaptation et d'atténuation. Ce cadre joue un rôle clé dans l'alignement des politiques sectorielles avec les engagements internationaux du Togo, notamment dans le cadre des CDN. Il facilite également l'échange d'informations et la mise en place de mécanismes de financement conjoints pour soutenir des initiatives stratégiques, telles que la transition énergétique, la gestion durable des ressources en eau et les programmes de reboisement. Il organise des consultations régulières pour suivre l'évolution des projets et identifier les défis à relever afin d'optimiser l'impact des actions engagées.

La mise à jour et le suivi des CDN sont coordonnés par le Comité National CDN (CN-CDN) et le Comité de Coordination CDN (CC-CDN). Le CN-CDN, présidé par la Présidence de la République avec un Secrétariat Général assuré par la Primature, supervise l'orientation stratégique et l'examen des politiques climatiques. Le CC-CDN, sous l'égide du MERF, est responsable de la coordination technique et administrative, de la validation des documents liés aux CDN et de la liaison avec les ministères sectoriels et les partenaires techniques et financiers. Malgré la mise en place de ces structures, leur fonctionnement connaît certaines limitations, notamment en matière de coordination et de mobilisation des ressources, nécessitant des ajustements pour garantir une mise en œuvre efficace des engagements climatiques du Togo.

1. Engagement des jeunes dans la gouvernance politique

L'implication des jeunes dans les politiques climatiques est un enjeu majeur pour assurer une transition durable et inclusive au Togo. La jeunesse représente une part importante de la population nationale et joue un rôle essentiel dans la sensibilisation, l'innovation et la mise en œuvre des actions de résilience climatique. Plusieurs initiatives, à travers divers mécanismes mis en place par le gouvernement, les organisations internationales et la société civile, permettent leurs implications. L'organisation Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) est l'une des plus dynamiques du pays en matière de sensibilisation et d'actions concrètes pour la résilience climatique. Elle mène des programmes d'éducation environnementale, de reboisement et de plaidoyer pour intégrer les jeunes dans les politiques publiques climatiques.

Les Clubs Environnement existent depuis plusieurs années et sont présents dans les établissements du secondaire et les universités du Togo. Ils organisent des campagnes de sensibilisation, des formations et des actions concrètes sur la gestion des déchets, la protection des ressources naturelles et le reboisement. Ces clubs sont souvent soutenus par des organisations non gouvernementales et bénéficient de l'appui de partenaires institutionnels et internationaux. Certains de ces clubs sont fédérés sous des associations plus larges qui facilitent le partage d'expériences et la mise en réseau des jeunes engagés dans l'action climatique.

Un exemple emblématique de cette dynamique est le projet de renforcement des capacités et d'animation des clubs environnement dans les établissements scolaires, mis en œuvre en 2022 avec le soutien de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici et du ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières. Ce projet a permis de former plus de 200 élèves et enseignants dans les régions des Plateaux et de la Kara à travers des ateliers pratiques sur l'écocitoyenneté, le tri des déchets, le compostage et la création de pépinières scolaires. Des modules pédagogiques adaptés ont été développés et intégrés aux activités extrascolaires, et un réseau de clubs a été structuré pour faciliter la mutualisation des outils et des initiatives. Cette initiative renforce l'ancrage de l'éducation à l'environnement dans les écoles togolaises tout en promouvant l'engagement des jeunes dans la lutte contre le changement climatique.[38]

Dans le même esprit, Plan International Togo a lancé en 2022 une campagne de mobilisation des enfants contre le changement climatique. À travers des sessions de formation, des activités de plantation d'arbres, et des concours artistiques autour du climat, l'organisation a permis à des centaines d'enfants et d'adolescents de comprendre les enjeux climatiques et de devenir des acteurs de changement dans leurs communautés. Cette initiative a favorisé une meilleure prise en compte des droits de l'enfant dans les politiques climatiques locales et a montré la capacité des jeunes à porter un plaidoyer en faveur de la justice climatique.[39]



[38] Climate Chance. (2022). Renforcement des capacités et animation des clubs environnement dans les établissements scolaires. <https://www.climate-chance.org/bonne-pratique/renforcement-capacites-animation-des-clubs-environnement-etablissements-scolaires/>

[39] Plan International France. (2022). Les enfants du Togo se mobilisent contre le changement climatique. <https://www.plan-international.fr/actualites/les-enfants-du-togo-se-mobilisent-contre-le-changement-climatique/>

Par ailleurs, plusieurs centres de formation soutenus par des partenaires internationaux jouent un rôle clé dans le développement des jeunes aux défis climatiques. Le Centre d'Animation Rurale Tambimong Ogaro (CARTO) forme des jeunes entrepreneurs agricoles aux techniques de production animale, d'agroforesterie et de gestion durable des sols. Le WASCAL (West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use), soutenu par le Ministère Fédéral Allemand de l'Éducation et de la Recherche (BMBF), propose des programmes de master et doctorat axés sur la recherche appliquée au changement climatique. L'Institut National de Formation Agricole (INFA) renforce les capacités des jeunes en agroécologie et gestion durable des ressources naturelles. Le CRESA (Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture) se concentre aussi sur la formation en agriculture et élevage durable adaptés aux conditions climatiques changeantes.

Les jeunes ont aussi été intégrés dans divers processus de consultation, notamment dans l'élaboration des CDN et du PNACC. Leur participation s'est principalement matérialisée par des ateliers de concertation organisés avec les organisations de jeunesse et la société civile. Le CC-CDN inclut le ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme et le Ministère du Développement à la Base, de l'Inclusion Financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, assurant une prise en compte des préoccupations des jeunes dans les stratégies climatiques nationales. Cependant, cette implication reste limitée, leur influence réelle sur les décisions stratégiques étant encore faible. Il n'existe pas de mécanisme institutionnel formel permettant aux jeunes de jouer un rôle structurant dans la gouvernance climatique. Leur contribution repose principalement sur des initiatives ponctuelles et des activités de sensibilisation, sans pouvoir décisionnel direct dans l'élaboration des politiques climatiques nationales.

Enfin, certains programmes soutiennent le développement de projets liés à l'économie circulaire et aux énergies renouvelables à travers des initiatives d'incubation d'entrepreneurs verts. Certaines coopératives de jeunes se spécialisent dans la valorisation des produits agricoles et forestiers non ligneux, notamment la transformation et la commercialisation du karité, du néré et du miel. Ces initiatives, souvent appuyées par des ONG comme Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) et des programmes internationaux de soutien, permettent aux jeunes de s'organiser en groupements et d'accéder à des opportunités économiques durables. Par ailleurs, des programmes émergents visent à structurer l'accompagnement des jeunes dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'économie circulaire, bien que ces initiatives nécessitent encore un renforcement en matière de financement et de suivi institutionnel.



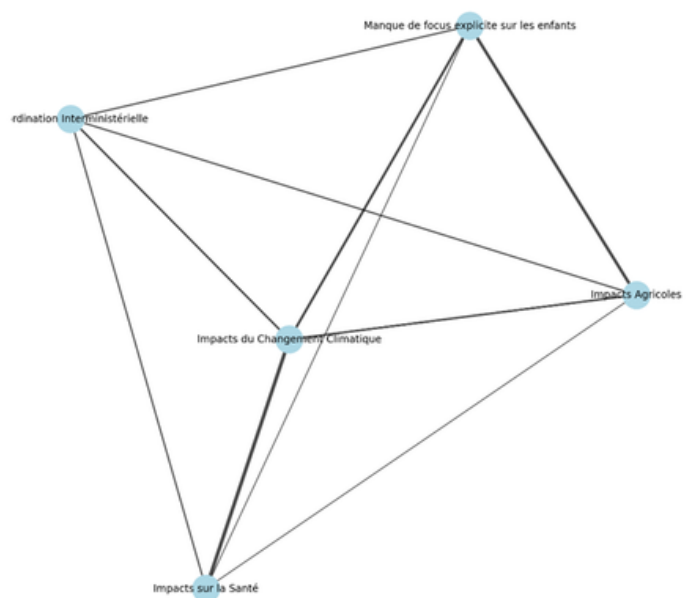
Analyse des défis et lacunes pour les Jeunes et les Enfants

À travers le développement de cette Analyse du Paysage Climatique pour les Enfants au Togo, un grand nombre d'experts nationaux et d'employés des ministères ont été impliqués dans l'identification des défis dans la gouvernance du changement climatique et les enjeux de l'intégration des enfants et des jeunes. Cette section présente les différents enjeux présentés par les personnes clé rencontrées.

1. Analyse des préoccupations sur la gestion du changement climatique

Les leaders et experts impliqués dans l'analyse du paysage climatique pour les enfants au Togo ont identifié plusieurs préoccupations et défis majeurs liés à la gouvernance du changement climatique. L'analyse en réseau Figure 1, illustrant le point de vue des leaders et experts, souligne l'importance d'une meilleure articulation entre les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'environnement pour une réponse plus efficace. Ces secteurs sont les plus fréquemment cités et priorités dans les stratégies d'adaptation. Toutefois, d'autres secteurs essentiels pour le bien-être des enfants, tels que l'éducation, la nutrition, la protection de l'enfance, ainsi que l'eau, l'hygiène et l'assainissement, apparaissent de manière plus sporadique. Le graphe montre également des liens entre plusieurs enjeux majeurs : le manque de focus explicite sur les enfants, les impacts agricoles, les effets du changement climatique sur la santé, ainsi que la coordination intersectorielle. Ces relations mettent en évidence le fait que les politiques et actions climatiques doivent être pensées de manière plus systémique. Par exemple, les impacts agricoles influencent directement la nutrition des enfants, tandis que la faiblesse de la coordination interinstitutionnelle limite l'efficacité des réponses politiques. Cette analyse permet de visualiser les interactions complexes entre ces différentes dimensions et souligne la volonté d'améliorer la gouvernance du secteur vers une approche mieux coordonnée et multisectorielle.

Figure 4 : Analyse en Réseau de la gouvernance des Changements climatiques au Togo



Un autre défi identifié est la difficulté d'accès aux aides gouvernementales. Bien que des dispositifs tels que l'Agence Nationale de Promotion de la Garantie Financière (ANPGF) ait été mis en place pour faciliter l'accès au crédit, les procédures administratives complexes et les exigences bancaires strictes rendent ces financements inaccessibles à de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME). De plus, les entreprises doivent souvent attendre plusieurs mois avant que leur demande n'aboutisse, compliquant ainsi la mise en œuvre de projets nécessitant une exécution rapide. En conséquence, ces obstacles découragent les investisseurs privés de recourir à ces mécanismes et freinent la mise à l'échelle de leurs services.

Certains d'entre nous ont peur de dormir à cause des souvenirs de la dernière inondation où l'eau est montée jusqu'à nos lits.

Au niveau du ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, le mécanisme de budget vert a été introduit afin d'intégrer les enjeux environnementaux dans la planification budgétaire nationale. Cette approche permet d'identifier les allocations ayant des impacts positifs sur l'environnement et d'ajuster les décisions budgétaires en conséquence. Initialement centré sur le changement climatique, il a progressivement élargi son champ d'application pour inclure d'autres dimensions environnementales. Toutefois, des défis persistent, notamment l'absence d'une méthode uniforme pour étiqueter les dépenses publiques en fonction de leur impact environnemental, ce qui complique l'évaluation et le suivi des initiatives vertes. Les procédures actuelles ne permettent pas un suivi détaillé de l'allocation budgétaire aux initiatives climatiques, rendant difficile l'évaluation des actions les plus efficaces. De plus, bien que des discussions aient été engagées pour identifier des indicateurs de suivi spécifiques, leur mise en œuvre reste limitée. Un manque de transparence dans la répartition des fonds ainsi que l'absence de données consolidées empêchent une analyse approfondie des investissements réellement alloués aux actions climatiques. L'intégration du changement climatique dans la planification budgétaire s'inspire en partie du modèle français, mais son adaptation aux réalités locales reste à être démontrée.

Un autre défi important concerne le manque d'infrastructures résilientes aux catastrophes naturelles. Les écoles, centres de santé et réseaux d'approvisionnement en eau ne sont souvent pas conçus pour résister aux événements climatiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses prolongées. Cette vulnérabilité expose les populations, en particulier les enfants, à des risques accrus de déscolarisation, de maladies et de déplacements forcés. L'absence d'investissements suffisants dans la construction et la rénovation d'infrastructures adaptées ralentit les efforts d'adaptation et compromet la continuité des services essentiels. Il est crucial de prioriser des approches intégrées combinant construction durable, aménagement du territoire et solutions fondées sur la nature pour renforcer la résilience des infrastructures face aux aléas climatiques.

Un autre enjeu crucial est la faible sensibilisation et l'intégration insuffisante des communautés locales dans les stratégies d'adaptation au changement climatique. Bien que les communautés locales soient les premières touchées par les effets du changement climatique, elles sont rarement impliquées dans la conception et la mise en œuvre des politiques climatiques et environnementales.

Cette exclusion limite leur appropriation des initiatives mises en place et réduit l'efficacité des réponses locales. De plus, les programmes de sensibilisation restent fragmentés et souvent insuffisamment adaptés aux réalités culturelles et socio-économiques des communautés concernées. Il est essentiel d'adopter une approche participative qui tienne compte des savoirs traditionnels et des dynamiques locales, afin d'assurer une adaptation durable et inclusive. Lors des discussions communautaires réalisées en décembre 2024 dans la région Maritime, les adultes ont souligné que leurs savoirs traditionnels (culture en terrasse, gestion forestière communautaire, stockage de l'eau) ont été peu pris en compte dans les politiques d'adaptation, alors qu'ils représentent un levier clé pour renforcer la résilience locale.

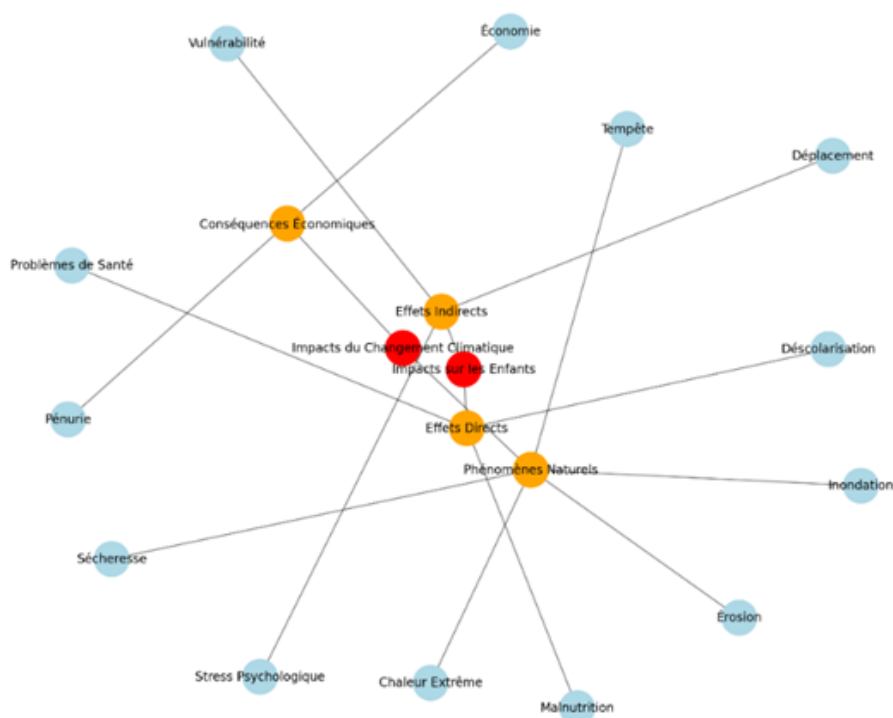
Enfin, le besoin de renforcement de la recherche et de l'innovation est souligné. Les experts plaident pour le développement de systèmes d'alerte climatique par téléphone et une meilleure modélisation des impacts climatiques, notamment en ce qui concerne les enfants. L'absence de données détaillées sur les effets spécifiques du climat sur les enfants complique la mise en place de politiques adaptées. Il devient donc impératif de renforcer les capacités d'analyse et de suivi afin d'orienter efficacement les décisions politiques et stratégiques.

2. Intégration des enfants et des Jeunes face au changement climatique

Le graphique en réseau ci-dessous illustre la manière dont les experts perçoivent les liens entre le changement climatique et les besoins des enfants. Au cœur de leurs préoccupations figurent les impacts du changement climatique ainsi que leurs répercussions sur les enfants. Ce positionnement témoigne d'une attention spécifique portée aux besoins spécifiques des enfants pour s'adapter au changement climatique. En revanche, les cadres nationaux, y compris les CDN, le PNACC et les plans sectoriels, mentionnent rarement les enfants comme une catégorie spécifique nécessitant des mesures adaptées. Il est donc naturel de se demander comment cette intégration peut réellement être mise en œuvre si les politiques actuelles ne prennent pas en compte ces besoins spécifiques.

La deuxième priorité qui se dégage du graphique est l'accent mis sur les conséquences économiques et l'insécurité alimentaire. Cette orientation reflète la reconnaissance de l'impact structurel du changement climatique sur les ressources des familles et leur capacité à offrir un cadre de vie stable aux enfants. Cependant, bien que cet angle soit essentiel, il soulève une question majeure : ne serait-il pas plus pertinent, dans un premier temps, de concentrer les efforts sur l'ensemble des conséquences du changement climatique, plutôt que de se limiter aux seuls effets économiques et alimentaires ? L'urgence climatique affecte tous les secteurs essentiels – santé, éducation, nutrition, protection de l'enfance, eau, hygiène et assainissement – et non uniquement l'économie et la sécurité alimentaire. Adopter une approche intégrée permettrait de renforcer l'impact des interventions, y compris en soutien à la sécurité alimentaire. Par exemple, des programmes de cantines scolaires climato-résilients permettent à la fois d'assurer l'alimentation des enfants, de favoriser leur scolarisation et de soutenir l'économie locale.

Figure 5: Analyse en Réseau du lien perçu entre besoins des enfants et changement climatique



Les pluies ont bien commencé, mais lorsque les paysans se sont lancés dans la culture, une sécheresse est venue perturber. Cela a empêché les semis de bien pousser, et plus tard, de fortes pluies ont causé des inondations qui ont détruit les cultures. Résultat, nous avons du mal à nourrir nos enfants et à payer leur scolarité."

De plus, au-delà des pertes économiques, les enfants sont directement touchés par des enjeux de santé, d'éducation et de protection. Une approche plus intégrée permettrait d'anticiper et d'atténuer plus efficacement les effets du changement climatique en prenant en compte ses impacts multidimensionnels dès le départ. Dans un second temps, il serait également impératif de s'assurer que la population comprenne les causes sous-jacentes du changement climatique, telles que la déforestation, l'utilisation de la biomasse et les émissions de gaz à effet de serre, afin de favoriser une prise de conscience collective et d'adopter une réponse plus durable et préventive.

La prévention des risques et les systèmes d'alerte précoce jouent un rôle crucial dans l'anticipation et la gestion des risques climatiques, permettant de réduire l'impact des catastrophes sur les populations les plus vulnérables, notamment les enfants. Certains dispositifs, comme les balises de niveau d'eau installées dans les zones inondables, fournissent des indications précieuses sur l'évolution des phénomènes climatiques et permettent aux habitants d'adopter des mesures préventives. Toutefois, malgré leur importance, ces systèmes restent encore insuffisamment développés dans certaines régions exposées aux inondations. De plus, l'intégration de l'éducation aux alertes précoces dans les programmes scolaires est limitée, empêchant une appropriation complète par les communautés. L'absence de mesures ciblées limite aussi la mise en œuvre de plans de contingence adaptés, comme des espaces sûrs pour les enfants déplacés ou des mécanismes de soutien psychosocial pour les jeunes affectés par des événements climatiques extrêmes. Cette insuffisance entraîne une aggravation de la précarité des enfants, les exposant davantage à des risques de protection et de violences. Sans cadre réglementaire pour l'adaptation au changement climatique des enfants, il devient difficile d'intégrer des actions concrètes visant à assurer leur bien-être à travers les stratégies nationales. L'absence de reconnaissance institutionnelle limite également la mobilisation de ressources dédiées à leur résilience, perpétuant ainsi leur vulnérabilité face aux aléas climatiques.

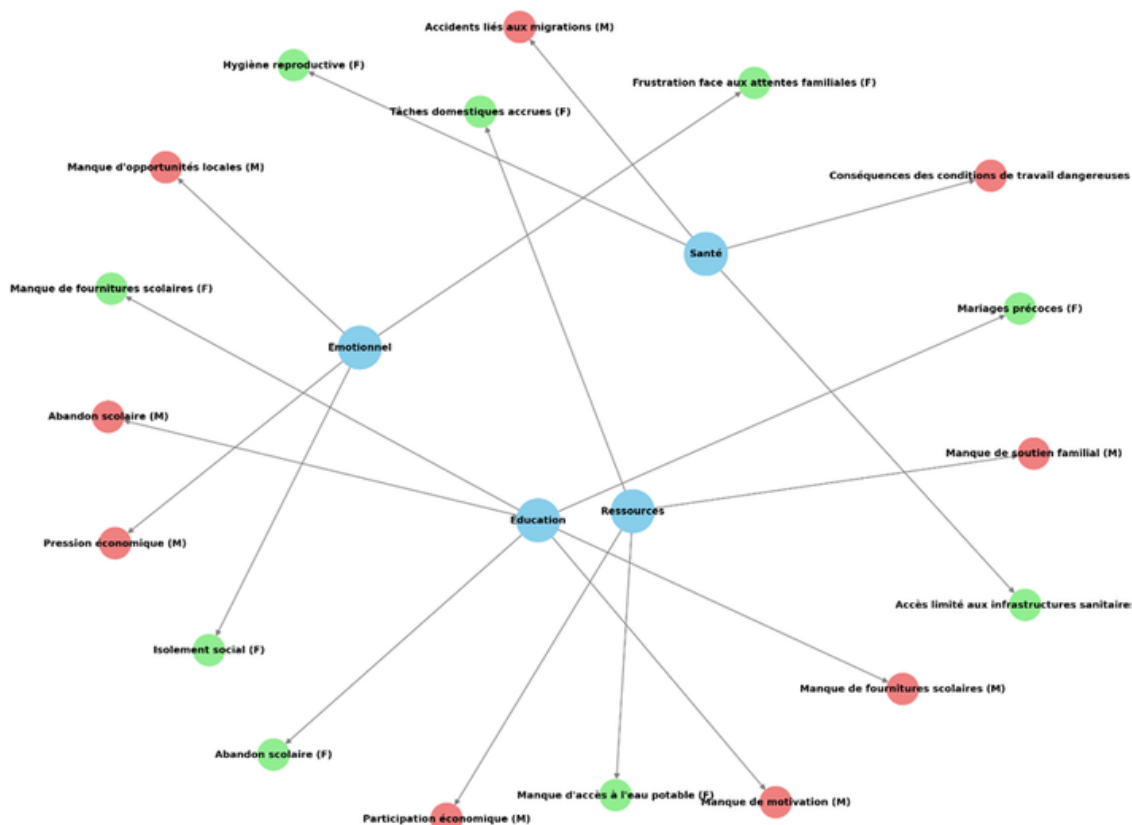
Le manque de données spécifiques sur l'impact du changement climatique sur les enfants constitue un autre obstacle majeur à l'élaboration de politiques adaptées. Cette carence entraîne une méconnaissance des risques réels auxquels les enfants sont confrontés, limitant ainsi l'efficacité des réponses politiques et des actions de résilience mises en place. En conséquence, les interventions restent souvent générales et ne tiennent pas compte des vulnérabilités spécifiques des enfants, ce qui les expose davantage aux effets négatifs des événements climatiques extrêmes. L'absence de données précises compromet également la mobilisation de financements adéquats et l'élaboration de stratégies adaptées pour renforcer leur protection et leur adaptation face au changement climatique. Peu d'études existent pour quantifier les effets du changement climatique sur la santé, l'éducation ou la protection des enfants. Les systèmes de collecte de données ne différencient pas suffisamment les impacts par tranche d'âge, rendant difficile une analyse détaillée des risques auxquels les enfants sont confrontés. Cette absence de données désagrégées empêche de cibler efficacement les interventions et d'adapter les politiques aux réalités des enfants vulnérables.

Bien que présents dans l'activisme climatique, les jeunes peinent aussi à être entendus dans les espaces de gouvernance. Les décisions relatives aux politiques environnementales sont souvent prises sans consulter les jeunes, bien que des organisations de jeunesse tentent de se mobiliser pour faire entendre leur voix. Les jeunes militants et organisations de jeunesse se heurtent à un manque de reconnaissance de la part des institutions publiques, ce qui réduit leur capacité à influencer les politiques climatiques nationales. Les initiatives comme les caravanes pour le climat, les clubs environnementaux scolaires et les projets d'engagement communautaire ne reçoivent qu'un soutien limité des institutions gouvernementales, ce qui freine leur impact. Les jeunes militants sont parfois perçus comme une menace politique, ce qui limite leur accès aux espaces de concertation et de plaidoyer.

Cette exclusion a pour conséquence directe une absence de mesures adaptées aux besoins spécifiques des enfants et des jeunes, les exposant davantage aux effets négatifs du changement climatique. Sans accès aux instances décisionnelles, ils sont privés de la possibilité de proposer des solutions innovantes et adaptées à leur réalité. De plus, le manque d'opportunités de formation et d'engagement réduit leur préparation aux défis futurs, limitant ainsi leur capacité à contribuer activement aux efforts de résilience climatique. Enfin, l'absence d'un cadre structuré pour leur participation peut entraîner un désintérêt croissant pour les politiques climatiques, fragilisant ainsi la mobilisation des générations futures face aux défis environnementaux.

Finalement, l'analyse en réseau des discussions avec les filles et les garçons, montre que le changement climatique impacte différemment les filles et les garçons, en raison des rôles sociaux qui leur sont attribués et des attentes familiales. L'éducation et le manque de ressources sont au centre des préoccupations des enfants, mais les conséquences varient selon le genre. Les filles sont particulièrement affectées par l'augmentation des tâches domestiques dues aux crises climatiques, ce qui limite leur temps disponible pour l'éducation. Elles doivent souvent aller chercher de l'eau sur de longues distances ou s'occuper des plus jeunes lorsque les parents sont mobilisés pour assurer la survie économique du foyer. De plus, les défis liés à l'hygiène reproductive sont exacerbés par le manque d'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires adaptées, rendant encore plus difficile leur scolarisation. Le mariage précoce devient aussi une stratégie de survie pour certaines familles en difficulté, privant ces jeunes filles d'éducation et les exposant à des violences domestiques. De leur côté, les garçons sont davantage impliqués dans la participation à l'économie familiale, parfois à travers des travaux dangereux dans l'agriculture ou la construction. Les migrations climatiques les exposent à des risques accrus, notamment lorsqu'ils sont envoyés dans d'autres régions ou pays pour travailler et subvenir aux besoins de leur famille. Certains finissent par abandonner l'école en raison de la pression économique ou de l'isolement dû à l'éloignement de leur famille.

Figure 6: Analyse en réseau des impacts du changement climatique perçue par les garçons et les filles.



Conclusion et recommandations



Le changement climatique représente une menace majeure pour les enfants et les communautés vulnérables au Togo. Face aux impacts croissants des événements climatiques extrêmes, ainsi que les changements à long terme tels que la montée du niveau de la mer, il est essentiel d'adopter une approche intégrée et coordonnée pour renforcer la résilience des populations et des infrastructures.

Ces recommandations ont été élaborées dans une perspective d'adaptation et de réponse aux défis climatiques, en mettant au centre les droits et le bien-être des enfants. Elles visent à mobiliser les acteurs clés, à favoriser des solutions durables, et à intégrer les considérations climatiques dans tous les secteurs d'intervention, de la santé à l'éducation, en passant par la nutrition, l'eau et l'assainissement.

Le tableau suivant présente une approche stratégique détaillée, avec des actions concrètes, des responsabilités claires et des objectifs mesurables. Chaque recommandation repose sur des principes de collaboration intersectorielle, impliquant le gouvernement, les organisations internationales, les communautés locales et le secteur privé. L'UNICEF, en coordination avec ses partenaires, joue un rôle clé dans l'intégration des besoins des enfants dans les politiques climatiques et environnementales. Ces recommandations permettront ainsi de renforcer la résilience des enfants et des communautés face aux défis climatiques, tout en favorisant des solutions innovantes et inclusives pour un avenir durable au Togo.

Recommandation 1 : Renforcer la résilience des infrastructures essentielles pour garantir la continuité des services aux enfants et aux communautés

Description	Les infrastructures sociales de bases (scolaires, sanitaires, routiers, hygiène et assainissement...) restent vulnérables aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles, compromettant l'accès aux services essentiels et aggravant les inégalités pour les populations les plus vulnérables. Il est impératif d'intégrer des approches climato-résilientes dans la conception, la rénovation et la gestion des infrastructures pour assurer leur durabilité et protéger les enfants.
Actions clés	1. Évaluer et prioriser les infrastructures à renforcer : cartographie des infrastructures exposées et identification des priorités d'investissement. 2. Intégrer des normes de construction adaptées aux réalités climatiques : développement et mise en œuvre de standards pour des infrastructures résilientes aux événements climatiques extrêmes. 3. Établir des mécanismes de financement durable : mobilisation de ressources nationales et internationales pour la rénovation et la construction d'infrastructures climato-résilientes
Calendrier	A Court et à Moyen terme (1 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures
Ministère de support	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme.
Résultat attendu	Des infrastructures essentielles conçues pour résister aux impacts climatiques, garantissant un accès ininterrompu aux services de base pour les enfants et les communautés.
Indicateurs pertinents	Nombre d'infrastructures rénovées ou construites selon des normes climato-résilientes Budget alloué aux investissements en infrastructures durables
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales

Recommandation 2 : Promouvoir des systèmes de suivi climatiques intégrés et centrés sur les enfants

Description	Les enfants sont souvent oubliés dans les systèmes de suivi climatique. Créer des mécanismes intégrés centrés sur eux permettant de mieux évaluer les impacts climatiques sur leur bien-être et d'adapter les réponses en conséquence.
Actions clés	1. Développer un tableau de bord national pour suivre les indicateurs liés aux enfants et au climat. 2. Former les structures nationales à collecter et analyser des données spécifiques aux enfants. 3. Intégrer les résultats des systèmes de suivi dans les plans d'intervention et les politiques publiques.
Calendrier	A Court et à Moyen terme (1 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
Ministère de support	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme, ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, ministère des Enseignements Primaire et Secondaire
Résultat attendu	Une meilleure prise en compte des enfants dans les politiques climatiques grâce à des données fiables et spécifiques.
Indicateurs pertinents	Nombre d'indicateurs climatiques centrés sur les enfants suivis ; pourcentage des politiques publiques intégrant des données spécifiques aux enfants
Partenaires clés	UNICEF, agences nationales de statistiques, ONG locales.

Recommandation 3 : Élargir les solutions locales d'adaptation au climat pour autonomiser les communautés

Description	Les solutions locales offrent des réponses adaptées et durables aux défis climatiques. Les soutenir permet d'autonomiser les communautés et d'améliorer leur résilience.
Actions clés	1. Développer un tableau de bord national pour suivre les indicateurs liés aux enfants et au climat. 2. Former les structures nationales à collecter et analyser des données spécifiques aux enfants. 3. Intégrer les résultats des systèmes de suivi dans les plans d'intervention et les politiques publiques.
Calendrier	A Court et à Moyen terme (1 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
Ministère de support	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme, Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière, de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural
Résultat attendu	Des communautés renforcées grâce à des solutions adaptées et durables qui répondent aux impacts climatiques.
Indicateurs pertinents	Nombre de projets locaux soutenus ; Pourcentage de communautés adoptant des pratiques résilientes au climat.
Partenaires clés	Communautés locales, ONG, UNICEF, donateurs internationaux, gouvernements locaux.

Recommandation 4: Renforcer les mécanismes de protection sociale pour atténuer l'impact des crises climatiques sur les enfants et leurs familles

Description	Les catastrophes climatiques perturbent les moyens de subsistance des ménages, entraînant une augmentation des déscolarisations et exposant les enfants à des risques accrus, tels que le travail infantile, le mariage précoce et l'exploitation domestique. Un cadre de protection sociale adaptatif est essentiel pour garantir que les familles affectées puissent assurer l'accès des enfants à l'éducation et aux services de santé, même en situation de crise.
Actions clés	1. Élaborer un Plan d'aide sociale d'urgence pour les familles vulnérables touchées par les impacts climatiques et les déplacements. 2. Mettre en place des fonds d'urgence dédiés avec des allocations financières par ménage pour garantir la continuité éducative et sanitaire des enfants après un événement climatique. 3. Réaliser une analyse de vulnérabilité des ménages dans les zones à risque pour une meilleure adaptation des mécanismes de protection. 4. Définir des seuils de sévérité pour le déclenchement automatique des fonds d'urgence, afin d'assurer une réponse rapide et efficace en cas de crise. 5. Augmenter la dotation des fonds d'assistance aux enfants et leurs familles affectés par les effets des changements climatiques.
Calendrier	A Court et à Moyen terme (1 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme
Ministère de support	Ministère de la sécurité et de la protection civile, ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural
Résultat attendu	Les familles disposent d'un filet de sécurité leur permettant de couvrir les frais éducatifs et sanitaires des enfants en période de crise, réduisant ainsi les risques de déscolarisation et de vulnérabilité accrue.
Indicateurs pertinents	Nombre d'enfants bénéficiant d'une aide d'urgence, Montant des fonds alloués aux dispositifs de protection sociale adaptative
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales

Recommandations 5 : Intégrer la résilience climatique et la protection des enfants dans les politiques publiques

Description	Les politiques climatiques nationales, ainsi que leur déclinaison aux niveaux régional et communal, n'intègrent pas suffisamment les besoins spécifiques des enfants, limitant ainsi leur capacité d'adaptation aux changements climatiques et leur accès aux mesures de prévention et de protection. Il est essentiel d'adopter une approche inclusive qui place les enfants et les jeunes au cœur des politiques d'adaptation et d'atténuation climatiques.
Actions clés	1. Réviser les cadres politiques et réglementaires pour intégrer explicitement la résilience des enfants face aux changements climatiques dans les stratégies nationales et sectorielles. 2. Organiser des concertations multi-acteurs aux niveaux régional et communal pour assurer une déclinaison effective des politiques adaptées aux réalités locales et aux besoins des enfants. 3. Renforcer la participation des enfants et des jeunes dans l'élaboration et le suivi des politiques climatiques afin d'intégrer leurs perspectives et solutions.
Calendrier	Court terme (1 à 3 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
Ministère de support	Tous les ministères ayant une implication sur les enfants (Éducation, Santé, Protection sociale, Eau et Assainissement, Sécurité et protection civile, protection de l'enfant, planification etc.)
Résultat attendu	Des politiques publiques intégrant pleinement les besoins des enfants et des jeunes, favorisant une adaptation climatique inclusive et durable.
Indicateurs pertinents	Inclusion explicite des enfants et des jeunes dans les plans climatiques nationaux et sectoriels Nombre de politiques et stratégies révisées avec une approche sensible aux droits de l'enfant
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales, acteurs de la société civile, plateformes de jeunesse

Recommandations 6 : Renforcer l'éducation environnementale pour préparer les enfants et les jeunes aux défis climatiques

Description	L'insuffisance de sensibilisation et d'éducation environnementale freine la capacité des communautés à s'adapter aux risques climatiques et à s'engager activement pour la protection de l'environnement. Il est essentiel d'intégrer l'éducation au climat dans les curricula scolaires et d'encourager une mobilisation communautaire inclusive pour renforcer la résilience des enfants et des jeunes.
Actions clés	1. Intégrer des modules d'éducation au climat et à la résilience dans les programmes scolaires à tous les niveaux d'apprentissage. 2. Développer des campagnes de sensibilisation grand public et adaptées aux jeunes, en utilisant des supports numériques et interactifs. 3. Encourager l'engagement des enfants et des jeunes à travers des événements culturels et éducatifs (jeux, concours, clubs environnementaux, journées thématiques). 4. Promouvoir les initiatives locales de sensibilisation et d'adaptation, en renforçant la participation des communautés et en valorisant les savoirs traditionnels.
Calendrier	Moyen terme (3 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire
Ministère de support	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, ministère des Sports et des Loisirs, ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme
Résultat attendu	Une génération mieux informée et engagée pour la protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques.
Indicateurs pertinents	Nombre d'écoles intégrant l'éducation au climat dans leurs programmes Nombre d'événements et d'initiatives communautaires mis en place pour sensibiliser les jeunes
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales, institutions éducatives, organisations de jeunesse

Recommandation 7 : Créer des opportunités entrepreneuriales vertes locales pour les jeunes

Description	Le taux de chômage élevé des jeunes et la faible intégration des secteurs verts limitent les opportunités économiques et augmentent leur vulnérabilité face aux crises climatiques. Investir dans l'économie verte permet non seulement de créer des emplois durables, mais aussi d'impliquer les jeunes dans la transition écologique en favorisant l'innovation et l'entrepreneuriat responsable.
Actions clés	1. Développer des incubateurs d'entreprises vertes et des formations techniques pour accompagner les jeunes dans la création de solutions durables. 2. Soutenir la création d'emplois verts dans des secteurs stratégiques comme le reboisement et la production des plants, l'agriculture durable, l'économie circulaire et les énergies renouvelables. 3. Renforcer l'accès aux financements pour les jeunes entrepreneurs en augmentant les subventions et les mécanismes d'incitation pour les projets liés à la transition écologique.
Calendrier	Court à Moyen terme (1 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère du Développement à la Base, de l'Inclusion Financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
Ministère de support	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural, ministère des Mines et des Ressources Énergétiques
Résultat attendu	Une génération de jeunes entrepreneurs engagés dans l'économie verte, contribuant à l'atténuation des changements climatiques et au développement durable.
Indicateurs pertinents	Nombre de projets environnementaux initiés par des jeunes Montant des financements alloués aux initiatives entrepreneuriales vertes
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales, incubateurs d'entreprises, secteur privé

Recommandation 8 : Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables en appui aux services de base (santé, éducation, eau, hygiène et assainissement)

Description	L'accès limité aux énergies renouvelables accroît la précarité énergétique, particulièrement en zone rurale, et freine une transition durable vers des solutions propres. Il est essentiel d'augmenter la part des énergies renouvelables et de faciliter l'accès à des équipements énergétiques propres et abordables pour dynamiser le développement économique et protéger l'environnement.
Actions clés	1. Accroître l'accès aux équipements énergétiques propres via des subventions ciblées et des crédits incitatifs pour favoriser leur adoption dans les secteurs public et privé. 2. Développer la production locale d'énergies renouvelables en forgeant des partenariats public-privé afin d'accélérer la transition énergétique. 3. Simplifier les procédures de financement vert pour stimuler le développement des PME dans le secteur des énergies renouvelables. 4. Organiser des forums et rencontres public-privé pour valoriser le potentiel économique des énergies renouvelables et encourager les investissements.
Calendrier	Court à Moyen terme (1 à 5 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère des Mines et des Ressources Énergétiques
Ministère de support	Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale
Résultat attendu	Une réduction significative de la dépendance aux énergies fossiles grâce à une intégration accrue des solutions énergétiques renouvelables dans les infrastructures publiques et privées.
Indicateurs pertinents	Pourcentage d'équipements publics alimentés par des énergies renouvelables Capacité installée en énergies renouvelables
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales, acteurs du secteur privé, institutions financières spécialisées

Recommandations 9 : Améliorer la coordination intersectorielle pour une gouvernance climatique, multisectorielle, intégrée et efficace.

Description	La fragmentation des initiatives et le manque de coordination intersectorielle ralentissent la mise en œuvre des actions d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques. Il est essentiel de renforcer la coordination des politiques climatiques et d'améliorer la concertation entre les acteurs institutionnels, la société civile, le secteur privé et les communautés pour garantir des interventions cohérentes et efficaces.
Actions clés	1. Redynamiser le cadre national de coordination des acteurs climatiques pour assurer une planification cohérente et inclusive. 2. Renforcer les capacités institutionnelles en matière d'adaptation et d'atténuation, en mobilisant des financements pour la mise en œuvre de stratégies climatiques durables. 3. Développer des mécanismes de suivi et d'évaluation des engagements climatiques pour garantir l'efficacité des politiques environnementales et assurer la redevabilité des parties prenantes.
Calendrier	Court terme (1 à 3 ans)
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
Ministère de support	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, ministère de la planification du développement et de la coopération, ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière
Résultat attendu	Une planification territoriale intégrée permettant de réduire l'impact des catastrophes climatiques et de renforcer la résilience des populations.
Indicateurs pertinents	Nombre de plans d'aménagement intégrant des mesures d'adaptation.
Partenaires clés	UNICEF, PNUD, Banque mondiale, ONG locales et internationales, collectivités territoriales, acteurs du secteur privé

Recommandation 10 : Intégrer les besoins et les voix des enfants dans les politiques nationales de climat et d'adaptation

Description	Les enfants sont parmi les populations les plus vulnérables face aux impacts climatiques, mais leurs besoins et leurs perspectives sont souvent sous-représentés. Intégrer leurs droits et leur participation active dans les politiques climatiques est essentiel pour garantir des solutions inclusives et adaptées.
Actions clés	1. Organiser des consultations nationales avec les enfants et les jeunes pour inclure leurs points de vue dans les plans climatiques. 2. Former les décideurs politiques sur l'importance de considérer les droits des enfants dans les politiques d'adaptation climatique. 3. Mettre en place des mécanismes de suivi pour évaluer l'impact des interventions climatiques sur les enfants.
Calendrier	Court terme (1 à 3 ans).
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
Ministère de support	Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, ministère des Sports et des Loisirs, ministère chargé de la protection sociale
Résultat attendu	Les besoins des enfants sont intégrés dans toutes les politiques climatiques nationales et leurs droits sont protégés face aux impacts climatiques.
Indicateurs pertinents	Nombre de consultations avec les enfants réalisées Pourcentage de politiques climatiques intégrant des composantes centrées sur les enfants.
Partenaires clés	ONG locales et internationale, UNICEF, donateurs internationaux.

Recommandation 11 : Renforcer la résilience communautaire par la restauration des écosystèmes et des innovations agroécologiques

Description	Les communautés rurales dépendent fortement des écosystèmes pour leurs moyens de subsistance. La restauration des écosystèmes dégradés et l'adoption de pratiques agricoles résilientes sont essentielles pour renforcer leur capacité à faire face aux impacts climatiques.
Actions clés	1. Lancer des campagnes de reboisement ciblées pour réduire l'érosion des sols et séquestrer le carbone. 2. Promouvoir l'agriculture climato-intelligente, incluant l'irrigation solaire et les semences résilientes au climat. 3. Impliquer activement les communautés locales dans la protection et la gestion durable des ressources naturelles.
Calendrier	Court à Long terme (1 à 10 ans).
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
Ministère de support	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural, ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière
Résultat attendu	Des écosystèmes restaurés, une réduction de la dégradation des sols et des communautés plus résilientes face aux crises climatiques.
Indicateurs pertinents	Superficie des terres reboisées ; Pourcentage des agriculteurs utilisant des techniques climato-intelligentes.
Partenaires clés	FAO, Clubs environnement, ONG et OSC locales et internationales, donateurs internationaux, communautés.

Recommandation 12: Promouvoir la recherche en vue de réduire la vulnérabilité des enfants face aux effets du changement climatique

Description	Encourager les chercheurs et les institutions académiques à développer des études spécifiques sur les effets des changements climatiques sur les enfants, en mettant l'accent sur les aspects sanitaires, sociaux, psychologiques et éducatifs. Cette recherche devrait également évaluer l'impact différencié selon les genres et les zones géographiques, notamment les zones rurales et périurbaines.
Actions clés	1. Renforcer la recherche multidisciplinaire sur les impacts des changements climatiques sur les enfants 2. Promouvoir la recherche sur l'adaptation des infrastructures et services pour la protection des enfants face aux changements climatiques 3. Financer des études sur la résilience des familles et des communautés face aux impacts climatiques
Calendrier	Court à moyen terme (1 à 5 ans).
Ministère en charge au Togo	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
Ministère de support	Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural
Résultat attendu	Des projets de recherche sur le besoin spécifique des enfants et jeune pour faire face au changement climatique sont financée.
Indicateurs pertinents	# de rapport de recherche effectué,
Partenaires clés	Communautés locales, ONG, UNICEF, donateurs internationaux, gouvernements locaux.



Publié par l'UNICEF

Rue de Tchamba, Tokoin Novissi, Lomé, Togo
+228 22 23 15 00
lome@unicef.org
www.unicef.org/wca/fr/thèmes/togo

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Novembre 2025